



Rapport 2022-DSJ-35

8 novembre 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2020-GC-18 André Kaltenrieder/Bruno Boschung – Quelle reconnaissance et quel appui pour les clubs sportifs de notre canton?

1. Contexte général	2
1.1. Contexte général de l'encouragement du sport	2
1.1.1. Missions	2
1.1.1.1. Confédération	2
1.1.1.2. Swiss Olympic	3
1.1.1.3. Coopération intercantonale	3
1.1.1.4. Etat de Fribourg, associations de communes et communes	3
1.1.1.5. La Loterie Romande (LoRo-Sport)	3
1.1.2. Objectifs stratégiques	3
1.1.3. Moyens financiers du canton de Fribourg	3
1.2. Contexte général de l'encouragement de la culture	4
1.2.1. Missions	4
1.2.1.1. Confédération	4
1.2.1.2. Coopération intercantonale	5
1.2.1.3. Etat de Fribourg, associations de communes et communes	5
1.2.1.4. La Loterie Romande (LoRo)	5
1.2.2. Objectifs stratégiques de l'Etat de Fribourg	6
1.2.3. Moyens financiers du canton de Fribourg	6
1.3. Résumé: Contexte général de l'encouragement du sport et de la culture	6
2. Encouragement de l'enfance et de la jeunesse	7
2.1. Promotion générale des activités extrascolaires destinées aux enfants et aux jeunes	7
2.1.1. Programme cantonal FriTime et FriTime Piccolo	8
2.1.2. Soutien cantonal aux projets communaux d'ouverture de salles de sport ou polyvalentes	8
2.2. Encouragement du sport auprès de la jeunesse	8
2.2.1. Accès au sport/Sensibilisation de tous les jeunes	8
2.2.1.1. Le soutien scolaire aux activités sportives de tous les jeunes	8
2.2.2. L'encouragement des jeunes talents	9
2.2.2.1. Jeunesse + Sport	9
2.2.2.2. Concept pour l'encouragement de la relève des moniteurs/monitrices	10
2.2.2.3. Matériel de prêt	10
2.2.2.4. Camps de sport pour les jeunes	10
2.2.2.5. Prévention Cool&Clean	10
2.2.2.6. Sports-Arts-Formation (SAF)	10
2.2.2.7. La formation continue	10
2.2.2.8. L'aide aux jeunes professionnels, les reconnaissances et les prix	10
2.2.2.9. L'aide aux associations et particuliers actifs dans ce domaine	11
2.2.2.10. L'aide aux infrastructures accueillant de jeunes talents	11
2.3. Encouragement de la culture auprès de la jeunesse	11
2.3.1. Accès à la culture/Sensibilisation de tous les jeunes	11
2.3.1.1. Le soutien scolaire aux activités culturelles des jeunes	11
2.3.1.2. Projets-pilotes	12

2.3.1.3. AG CULTUREL	12
2.3.1.4. Pratiques et médiation culturelles pour les jeunes	12
2.3.1.5. Autres mesures	13
2.3.2. L'encouragement des jeunes talents	13
2.3.2.1. Sports-Arts-Formation (SAF)	13
2.3.2.2. Formation préprofessionnelle	13
2.3.2.3. Formation professionnelle ou tertiaire	13
2.3.2.4. Bourses à la relève professionnelle	13
3. Comparaison et perspectives	13
3.1. Comparaison difficile	13
3.2. Perspectives	14
3.2.1. Sport	14
3.2.2. Culture	15
3.2.3. En commun	15
4. Conclusion	16

Par postulat déposé et développé le 6 février 2020, les députés cosignataires s'interrogent sur les mesures de l'Etat en faveur du sport, en particulier à l'attention de la jeunesse, et demandent au Conseil d'Etat une comparaison de ses prestations directes dans les domaines du sport et de la culture. La réponse du Conseil d'Etat du 24 novembre 2020 fait valoir que, fixés dans leurs lois respectives, les objectifs et les rôles respectifs de la Confédération, de l'Etat, des communes, des associations et des particuliers ne sont pas identiques pour le sport et la culture et dès lors difficilement comparables. Le Conseil d'Etat se propose d'expliciter ces éléments en ce qui concerne les jeunes et d'en tirer des enseignements concrets pour améliorer ce qui peut l'être, le cas échéant. Il rappelle également que le Plan de relance voté par le Grand Conseil le 13 octobre 2020 comprend un plan de soutien de 4,4 millions de francs pour le sport, et le même montant pour la culture. Finalement, en plus de la politique cantonale «Je participe!» en faveur de l'enfance et de la jeunesse qui permet de financer entre autres le développement d'activités extrascolaires sportives, culturelles ou artistiques destinées aux enfants et aux jeunes dès la petite enfance avec un budget annuel de 190 000 francs, un Plan de soutien jeunesse Fribourg (PSJ) a été adopté par le Conseil d'Etat en décembre 2021 avec un montant de 870 000 francs par année pendant deux ans, pour répondre aux difficultés que rencontrent les jeunes suite à la pandémie de Covid-19. Toutefois, le Conseil d'Etat tient à rappeler que les chiffres disponibles en matière d'action cantonale dans un domaine ou dans l'autre doivent obligatoirement être contextualisés; leur simple alignement dans un tableau, sans explication des objectifs légaux et des structures de compétences respectifs, ne permettra aucune conclusion utile à la cause du sport, ni à celle de la culture.

Sur proposition du Conseil d'Etat, le Grand Conseil a accepté ce postulat le 15 février 2021 par 87 voix contre 0 et 3 abstentions et a chargé le Conseil d'Etat de rédiger un rapport.

Le présent rapport entend traiter de la question soulevée de l'encouragement du sport dans notre canton en explicitant les missions légales, les rôles respectifs et prestations des différents acteurs et des collectivités publiques dans des domaines tels que la sensibilisation de tous les jeunes au sport et à la culture, l'encouragement des jeunes talents, les reconnaissances et prix, la formation professionnelle, l'aide aux professionnel-le-s, l'aide aux associations et aux particuliers et l'aide aux infrastructures. De ces comparaisons, il devrait être possible de tirer des enseignements concrets pour détecter d'éventuelles lacunes et chercher à améliorer ce qui peut l'être, en respectant les logiques et les structures respectives.

Pour ce rapport, l'analyse est concentrée sur une année «normale» en utilisant les données précédant la pandémie actuelle. La situation pandémique est traitée par le plan de relance.

1. Contexte général

1.1. Contexte général de l'encouragement du sport

1.1.1. Missions

Les activités sportives relèvent **en priorité du monde associatif et des personnes privées**. Les divers niveaux institutionnels exercent un rôle de soutien et d'initiative, conformément aux responsabilités que la loi leur confie.

1.1.1.1. Confédération

La Confédération prend des mesures ou soutient des programmes et des projets afin d'accroître les capacités physiques de la population, de promouvoir la santé, d'encourager le développement global de l'individu et de renforcer la cohésion sociale. La Confédération collabore avec les cantons et les communes. Elle encourage l'initiative privée et colla-

bore en particulier avec les fédérations sportives nationales (LESp, art. 1 et 2, RSF 415.0).

L'**Office fédéral du sport (OFSPO)** exécute les tâches qui incombent à la Confédération en vertu de la loi, pour autant qu'elles ne relèvent pas d'autres organes fédéraux. Entre autres, il gère la Haute Ecole fédérale de sport et les deux centres de cours et de formation (LESp, art. 26). Il gère le programme fédéral Jeunesse+Sport.

1.1.1.2. *Swiss Olympic*

Swiss Olympic est l'organisation faîtière du sport suisse. Elle assume également le rôle de Comité National Olympique.

1.1.1.3. *Coopération intercantonale*

Les cantons collaborent sur le plan politique (Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP) ou opérationnel (Conférence des répondants cantonaux du sport CRCS). La CRCS assure un lien avec la Confédération représentée par l'OFSPO, Swiss Olympic (faîtière des fédérations sportives), l'ASSS (association suisse des services des sports), l'ASEP (association suisse d'éducation physique).

1.1.1.4. *Etat de Fribourg, associations de communes et communes*

La **Constitution fribourgeoise (RSF 10.1)** prévoit, à son article 80, que l'Etat et les communes favorisent les loisirs contribuant à l'équilibre et au développement personnel. Ils encouragent la pratique du sport et les possibilités de délassement.

Conformément à la loi sur le sport (LSport, RSF 460.1), le règlement sur le sport (RSport, RSF 460.11) définit les tâches et missions de l'Etat en matière de sport. Il comprend l'exécution de la loi sur le sport, la collaboration en lien avec les programmes et mesures de prévention, l'établissement de directives et recommandations concernant l'éthique et la sécurité dans le sport et leur respect et la promotion des activités sportives dans le sport scolaire, le sport de loisir, le sport de performance (relève), les infrastructures sportives et les manifestations sportives.

L'activité de l'Etat en matière de sport relève prioritairement de la compétence de la Direction de la sécurité, de la justice et du sport depuis janvier 2022 par le biais du Service du sport, auparavant de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) devenue Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC), qui a gardé sous sa responsabilité l'éducation physique et le sport à l'école, ainsi que les mesures scolaires du programme Sport-Arts-Formation (SAF); la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (DEEF) a maintenu quant à elle ses responsabilités s'agissant de l'éducation physique et du sport

dans ses écoles professionnelles. Le Service du sport (SSpo) prend en charge la gestion de Jeunesse+Sport et exécute les tâches cantonales qui ne sont pas attribuées à d'autres autorités, notamment dans le domaine du sport scolaire et du programme «sports-arts-formation» (SAF). Le SSpo soutient les communes dans la mise en œuvre qualitative du sport scolaire obligatoire et facultatif. Le SSpo entretient les relations avec les organisations sportives cantonales, la Confédération, les autres instances nationales du sport et les communes.

Les associations de communes interviennent sur des projets scolaires au niveau du secondaire I (9-11H).

Les communes sont responsables du sport scolaire et du développement des infrastructures sportives, au financement desquelles l'Etat participe par le biais des subventions pour les constructions scolaires (halles de sport) ainsi qu'au travers du subventionnement pour la construction de piscines. Les communes peuvent soutenir le sport associatif et le sport pour tous en fonction de leurs moyens et de leur programme de législature.

1.1.1.5. *La Loterie Romande (LoRo-Sport)*

La LoRo-Sport, qui a un statut d'**institution para-étatique**, joue un rôle important dans le financement du sport dans le canton, en distribuant l'intégralité de ses bénéfices à des associations et clubs d'utilité publique dans le domaine du sport sous forme d'un soutien subsidiaire. Des accords la lient à l'Etat de Fribourg pour assurer une bonne coordination dans le soutien au sport. Un accord romand est également établi pour les projets d'envergure intercantonale.

1.1.2. Objectifs stratégiques

Dans le canton de Fribourg, le Concept cantonal du sport identifie cinq enjeux principaux pour les prochaines années dans le domaine du sport:

- > Santé; du mouvement pour tous
- > Formation; éducation par l'activité physique et le sport
- > Performance; promotion des talents et de la relève
- > Economie; développement de réseaux pour l'activité physique et le sport
- > Développement durable; un terrain d'apprentissage.

Le Service du sport (SSpo) est chargé de la mise en œuvre de ce concept.

1.1.3. Moyens financiers du canton de Fribourg

En 2019 (année représentative d'une activité normale, car précédant la pandémie COVID-19), le SSpo a occupé 6.31 EPT (+2 EPT apprenti/stagiaire). Les comptes de résultats du SSpo de 2019 ont fait état de charges de 14 693 129 francs (dont 12 000 000 de subventions pour la patinoire St-Léonard)

et de recettes de 13 587 551 francs, soit d'un solde de charges de 1 105 578 francs.

Les comptes de résultats 2021 du SSpo comprennent 6 402 824 francs de charges (dont env. 3 450 000 de subventions pour la patinoire, les piscines et le plan de relance) et 5 278 419 francs de recettes, soit un solde de charges de -1 124 405 francs. En 2021, le SSpo a occupé 6.30 EPT (+ 2 EPT apprentis).

Le budget global 2022 du SSpo est de 8 209 980 francs de charges (dont 5 400 000 de subventions pour les piscines et le plan de relance) et 7 045 700 francs de recettes, soit une différence de -1 164 280 francs. En 2022, le SSpo occupe 6.30 EPT (+ 2 EPT apprentis).

Ponctuellement, l'Etat est également sollicité lors de manifestations de grande envergure, comme cela a été le cas lors de la Fête fédérale de lutte à Estavayer/Payerne en 2016 ou pour la candidature de Sion aux JO 2026. Lorsque les enjeux le justifient, l'Etat met les moyens dont il dispose de manière ordinaire ou extraordinaire à disposition. Il s'est ainsi engagé à soutenir l'organisation des championnats du monde de hockey de 2026 par des apports en nature et financiers représentant un montant global estimé à 1,5 million de francs.

Le Campus Lac Noir est un centre de sport et loisirs offrant des infrastructures sportives et d'hébergement destinées aux groupes et camps, notamment dans le cadre des formations Jeunesse+Sport. En 2019, les charges se sont élevées à 5 730 990 francs et l'excédent de charge à 1 001 007 francs, alors que 2 EPT y étaient recensés. En 2021, les charges sont passées à 4 225 756 francs et l'excédent de charges à 763 323 francs, alors que les EPT sont passés à 2,2 dès 2020 et 2,25 en 2022. En 2022, il est prévu que les charges s'élèvent à 5 260 650 francs, alors que l'excédent de charges devrait être de 314 650 francs. Des investissements de l'ordre de 22,9 millions de francs ont déjà été en partie engagés et devraient se poursuivre dans les années à venir, afin de développer l'attractivité des infrastructures sportives et d'hébergement du site.

Pour l'ensemble des communes fribourgeoises, la rubrique des contributions globales pour le sport atteint en 2019: 19 611 710 francs y compris 16 007 809.44 francs en faveur des infrastructures (dépense moyenne de 60.99 francs par habitant). L'Etat contribue au financement de ces infrastructures par le biais des subventions aux constructions scolaires (halles de sport). De plus, il octroie des subventions pour la construction de piscines, de niveau national ou cantonal. Concernant ces dernières, sur les 4 prochaines années, cela représente 19 millions d'investissements pour l'Etat; l'engagement global de l'Etat pour la construction de piscines s'élève à plus de 40 millions de francs. Il convient de relever également l'engagement de l'Etat pour l'entretien et la réfection du Stade St-Léonard. Le budget 2023 de l'Etat contient à

ce titre un montant de 3 millions de francs pour la mise à jour de ces installations; montant qui s'ajoute à la prise en charge annuelle des frais d'exploitation du Stade (230 000 francs/an). De son côté et sur mandat de l'Etat, l'Union fribourgeoise du tourisme (UFT) soutient activement le développement de réseaux VTT ainsi que le balisage des réseaux de randonnées pédestres, qui eux aussi contribuent au développement du sport dans le canton.

Enfin, il est utile de rappeler que l'Etat a soutenu la rénovation de la patinoire BCF Arena à hauteur de 21 millions de francs au total, afin de promouvoir le hockey sur glace ainsi que les autres sports de glace dans le canton. Il en va de même pour les soutiens accordés par le passé en faveur des remontées mécaniques fribourgeoises au travers d'une société d'économie mixte.

En 2019, la LoRo-Sport a versé 3 046 817 francs dans le domaine du sport fribourgeois (sur 3 046 817 francs distribués par la commission LoRo-Sport). Il faut en outre relever que les moyens dévolus au sport par la Loterie Romande ont été augmentés à partir de 2021, suite à la révision de la législation au niveau de la LoRo définissant le mécanisme de répartition des bénéfices globaux de la LoRo. Pour le canton de Fribourg, cela représente quelque 600 000 francs supplémentaires par année pour le sport dans le canton.

Il y a également lieu d'indiquer ici que le programme national Jeunesse+Sport qui encourage le sport auprès des enfants et des jeunes, notamment en participant au financement de camps et formations de sports, a contribué à hauteur de 3 068 228 francs dans le canton de fribourg en 2019 et 2 718 365 francs en 2021.

1.2. Contexte général de l'encouragement de la culture

1.2.1. Missions

Les activités culturelles et la protection du patrimoine culturel relèvent **en priorité du monde associatif et des personnes privées**. Les collectivités publiques exercent un rôle de soutien et d'initiative, conformément aux responsabilités que la loi leur confie. Le financement public de la culture en Suisse est, à l'instar de bien d'autres domaines, fortement marqué par le fédéralisme. De manière générale, les plus fortes dépenses y reviennent aux communes (49,2%), suivies des cantons (39,7%) et de la Confédération (11,2%) (OFS, 2019).

1.2.1.1. Confédération

La Confédération a pour mission de renforcer la cohésion et la diversité culturelle de la Suisse; de promouvoir une offre culturelle variée et de qualité; de créer des conditions favorables aux acteurs culturels et aux institutions et organisations culturelles; de faciliter l'accès de la population à

la culture; de faire connaître la création culturelle suisse à l'étranger. Dans son domaine de compétences, elle encourage à titre subsidiaire les activités culturelles des cantons, des villes et des communes (LEC, art. 3 et 4, RSF 442.1). L'encouragement de la culture au niveau national et international relève essentiellement de l'Office fédéral de la culture (OFC) et de Pro Helvetia.

1.2.1.2. Coopération intercantonale

Les cantons collaborent sur le plan politique (Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP) ou opérationnel (Conférence des chef-fe-s de service et délégué-e-s aux affaires culturelles CDAC) et ont développé des dispositifs d'encouragement mutualisés, en particulier en Suisse romande (par ex: la Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles FCMA, la Fondation romande

pour le cinéma Cinéforom, la Commission romande de diffusion des spectacles Corodis, etc.). Des projets d'envergure intercantonale peuvent ainsi être mieux soutenus.

1.2.1.3. Etat de Fribourg, associations de communes et communes

La Constitution fribourgeoise prévoit que l'Etat et les communes encouragent ou soutiennent la vie culturelle dans sa diversité ainsi que la création artistique. Elle encourage la coopération et les échanges culturels entre les régions du canton et avec l'extérieur (art. 79, al. 1 et 2). La loi sur les affaires culturelles (LAC, RSF 480.1) de 1991 et son règlement (RAC, RSF 480.11) répartissent les missions de l'Etat, des communes et associations de communes de la sorte (tableau 1).

Tableau 1: Répartition des rôles selon la LAC

Répartition des rôles entre Etat, associations de communes et communes en matière de promotion culturelle dans le canton de Fribourg

	Rôle de l'Etat	Rôle des associations de communes	Rôle des communes
Principes établis dans la loi cantonale	<p>L'Etat contribue à la promotion des activités culturelles, principalement dans le domaine de la création (= production de produits culturels).</p> <p>L'Etat intervient à titre subsidiaire en matière d'animation culturelle.</p>	<p>Le Préfet ou la Préfète favorise la promotion des activités culturelles dans son district en veillant à la coopération intercommunale.</p> <p>Lors de la réalisation de projets d'importance régionale, la commune coopère avec les communes voisines.</p>	<p>La commune contribue à la promotion des activités culturelles, principalement dans le domaine de l'animation (= diffusion de produits culturels).</p> <p>Elle intervient à titre subsidiaire en matière d'aide à la création.</p>
En priorité	<p>L'Etat soutient la création professionnelle à condition d'un soutien financier direct ou indirect par la ou les collectivité-s locale-s directement concernée-s.</p> <p>(Par soutien financier indirect, il faut entendre l'octroi d'une subvention au lieu où est produite la création.)</p>	<p>Les associations communales soutiennent les organisations professionnelles et reconnues d'intérêt régional.</p> <p>Elles soutiennent les lieux d'animation professionnels et reconnus d'importance régionale.</p> <p>Elles participent aux frais de fonctionnement et de production des troupes professionnelles par le biais des organisateurs et organisatrices et des lieux d'animation.</p>	<p>La commune soutient la création non-professionnelle (ou amateur) ayant lieu sur son territoire.</p> <p>Elle soutient les institutions culturelles locales comme les bibliothèques, ludothèques, centres de loisirs, etc.</p> <p>Elle soutient les associations locales, y compris les fanfares et corps de musique, les troupes de théâtre et les chœurs amateurs, etc.</p>
A titre subsidiaire	<p>L'Etat peut soutenir des animations si elles ont un rayonnement supralocal.</p>	<p>Les associations communales peuvent, subsidiairement à l'Etat, participer aux frais d'organisation des troupes professionnelles qui se produisent ou qui créent dans un lieu reconnu d'intérêt régional, à condition que le spectacle ne fasse pas partie de la programmation ordinaire du lieu où il est représenté.</p>	<p>La commune peut soutenir les organisations ou les lieux d'animation professionnels sur son territoire.</p> <p>Elle peut participer aux frais de création professionnelle, par exemple en cas de première ayant lieu sur son territoire.</p>

Source: Rapport 2017-DICS-33 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Subventions cantonales en faveur de la culture, 30 mai 2017, tableau p.3. La notion de subsidiarité, qui prévaut, indique un engagement financier maximal inférieur à celui de la collectivité qui a la mission prioritaire, mais non pas un non-engagement de la collectivité subsidiaire, qu'il soit financier ou en prestations d'accompagnement des projets ou institutions culturels.

1.2.1.4. La Loterie Romande (LoRo)

La LoRo joue un rôle important dans le financement de la culture dans le canton, en distribuant l'intégralité de ses bénéfices à des associations d'utilité publique dans divers

domaines, et en particulier la culture, le social et le sport. Des accords la lient à l'Etat de Fribourg pour assurer une bonne coordination dans le soutien à la culture. Un pot commun romand est également établi pour les projets d'envergure intercantonale.

1.2.2. Objectifs stratégiques de l'Etat de Fribourg

En 2017, le Conseil d'Etat a identifié cinq enjeux principaux pour le développement de la culture dans le canton de Fribourg¹:

> ***Créer, faire connaître et diffuser***

Optimiser le dispositif d'encouragement de la culture et d'aide à la création, renforcer la mobilité des artistes et la diffusion des créations fribourgeoises.

> ***Innover***

Promouvoir une meilleure interaction entre arts et économie créative et renforcer l'impact économique de la culture.

> ***Une culture en partage***

Consolider les mesures d'accès à la culture et de sensibilisation pour tous les publics, afin de favoriser le bien-être et la cohésion sociale. En particulier, la sensibilisation des enfants et des jeunes à la culture doit être améliorée.

> ***Trois projets-phare pour les institutions culturelles cantonales***

Trois grands projets d'investissement sont en cours: l'extension de la Bibliothèque cantonale et universitaire, la délocalisation du Musée d'histoire naturelle et la mise en place d'un centre de stockage interinstitutionnel cantonal (SIC).

> ***Fribourg, un territoire de cultures***

Favoriser le rayonnement de la culture fribourgeoise et renforcer la coordination entre les acteurs et actrices culturels, tant au niveau cantonal que suisse.

Le Service de la culture (SeCu) est chargé de la mise en œuvre de cette stratégie.

1.2.3. Moyens financiers du canton de Fribourg

Les charges brutes de l'Etat de Fribourg au sein du service cantonal concerné (SeCu) et des institutions culturelles de l'Etat (Bibliothèque cantonale et universitaire BCU, Conservatoire de Fribourg COF, Musée d'art et d'histoire de Fribourg MAHF, Musée d'histoire naturelle MHN) se montent à 49 270 401 francs (Comptes de l'Etat, 2019, année représentative d'une activité normale, car précédant la pandémie COVID-19). Y sont incluses les subventions cantonales en faveur du développement de la culture au titre de la LAC qui s'élèvent à 4 101 095 francs (2019).

En 2019, le SeCu occupait 3.3 EPT (+1 EPT stagiaire). Les comptes du SeCu de 2019 ont fait état de charges de 8 975 337 francs et de recettes de 3 587 320 francs, soit d'un solde de charges de 5 388 017 francs.

Les comptes de résultats 2021 du SeCu sont de 11 785 803 francs de charges et 6 700 331 francs de recettes, soit une différence de -5 085 472 francs. En 2021, le SeCu occupe 3.85 EPT (et 1 EPT stagiaire). Les montants des charges et recettes peuvent grandement varier d'une année à l'autre en raison de facteurs n'ayant pas d'incidences sur les prestations concrètes du service pour la jeunesse (exemples: amortissements de subventions à l'investissement, recettes provenant des fonds de loterie, prélèvements sur provisions, etc.).

Le budget global 2022 du SeCu est de 7 308 210 francs de charges et 1 715 000 francs de recettes, soit une différence de -5 593 210 francs. En 2022, le SeCu occupe 3.8 EPT (et 1 EPT stagiaire).

Concernant l'ensemble des communes fribourgeoises, en 2019, les contributions globales pour la culture ont atteint 26 254 463 francs (dépense moyenne de 81.65 francs par habitant). S'il reste difficile d'analyser avec précision les chiffres en raison de pratiques comptables parfois disparates, on peut constater que l'encouragement est souvent proportionnel à la taille des communes et à l'impact de l'urbanisation sur les activités culturelles.

En 2019, la LoRo a versé 8 518 280 francs dans le domaine spécifique de la culture dans le canton de Fribourg (sur 19 802 308 francs distribués par l'organe de répartition social-culture).

Outre les charges de fonctionnement, l'Etat de Fribourg investit de manière significative dans les infrastructures accueillant les institutions culturelles, leur permettant de mettre en valeur l'offre culturelle proposée. Trois projets d'envergure qui sont en cours méritent d'être cités; projets qui devraient être réalisés avant la fin de la décennie: la rénovation et l'agrandissement de la BCU, le déménagement du MHN dans un nouveau bâtiment, ainsi que le Centre de stockage interinstitutionnel cantonal et les coûts indirects liés aux collections de l'Etat. Les moyens financiers qui sont et seront engagés pour la réalisation de ces projets majeurs dépassent les 200 millions de francs, dont l'essentiel est attribuable au domaine de la culture.

1.3. Résumé: Contexte général de l'encouragement du sport et de la culture

Les responsabilités des niveaux institutionnels sont différentes dans l'encouragement des deux domaines (tableau 2). Les activités sportives et culturelles sont largement soutenues par le monde associatif et les personnes privées. En ce qui concerne le soutien public, le sport est encouragé en priorité par la Confédération et les cantons alors que pour la culture, il s'agit des cantons et des communes, et dans une moindre mesure de la Confédération.

¹ Rapport 2017-DICS-33 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Subventions cantonales en faveur de la culture, 30 mai 2017, pages 14-15.

Les communes prennent en charge une grande partie de l'encouragement du sport à travers leur obligation légale en matière de l'enseignement, notamment en ce qui concerne les infrastructures sportives. L'encouragement des associations sportives et du «sport pour tous» est soutenu par le

monde associatif et les personnes privées, celui de la création culturelle prioritairement par l'Etat et des infrastructures et de l'animation culturelle par les communes. Ces différences rendent les comparaisons difficiles entre le sport et la culture.

Tableau 2: Sport et culture: responsabilités légales des différents niveaux institutionnels

Sport dans le canton de Fribourg: responsabilités des différents niveaux institutionnels

Sport	Jeunesse + Sport	Encouragement du sport auprès des associations	Encouragement du «sport pour tous»	Sport scolaire
Monde associatif et personnes privées	+	+++	+++	+
Confédération	+++	+	+	+
Intercantonal	++	+	+	++
LoRo-Sport	+	+++	+++	++
Cantonal (Etat)	++	+++	+++	+++
Associations de communes	+	+	+	++
Communes	+	++	++	+++

+++: responsabilité prioritaire (> 50%)

++: responsabilité subsidiaire (< 50%)

+: responsabilité moindre

-: pas de responsabilité

Culture dans le canton de Fribourg: responsabilités des différents niveaux institutionnels

Culture	Encouragement de la création culturelle	Encouragement de l'animation culturelle	Infrastructures culturelles	Encouragement de la pratique culturelle auprès de la jeunesse
Monde associatif et personnes privées	++	++	-	++
Confédération	++	+	+	+
Intercantonal	+	+	-	+
LoRo	++	++	++	++
Cantonal (Etat)	+++	++	+++	+++
Associations de communes	++	+++	+++	++
Communes	++	+++	+++	+++

+++: responsabilité prioritaire (> 50%)

++: responsabilité subsidiaire (< 50%)

+: responsabilité moindre

-: pas de responsabilité

2. Encouragement de l'enfance et de la jeunesse

2.1. Promotion générale des activités extrascolaires destinées aux enfants et aux jeunes

La loi cantonale sur l'enfance et la jeunesse de mai 2006 donne aux communes la responsabilité du développement des activités générales en faveur de l'enfance et de la jeunesse.

Elle octroie à l'Etat de Fribourg la compétence de développer la politique de promotion de l'enfance et de la jeunesse en coordination avec les communes et les acteurs associatifs concernés. Ses buts sont de promouvoir des conditions favorisant un développement harmonieux des enfants et des jeunes dans le respect de l'égalité des chances, de favoriser l'intégration sociale et politique des jeunes et de coordonner et soutenir des projets intéressant les enfants et les jeunes ou conçus par eux. Ainsi, il revient au Bureau de promotion des enfants et des jeunes (BPEJ) sis au sein du Service de l'en-

fance et de la jeunesse (SEJ) au sein de la DSAS, de soutenir financièrement le développement des politiques communales en faveur des enfants et des jeunes.

Via ses différents programmes de soutien au développement des politiques communales de l'enfance et de la jeunesse et via son soutien à des projets d'envergure cantonale mis en œuvre par Frisbee, le réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse, le BPEJ consacre sa subvention de 190 000 francs/an au soutien direct ou indirect de l'ensemble des activités de jeunesse extrascolaires, que celles-ci soient culturelles, socioculturelles, artistiques ou sportives, sans préériter l'un ou l'autre domaine. Il a à sa disposition 2,5 EPT et deux postes de stagiaires pour donner entre autres, plus de possibilités aux enfants et aux jeunes d'y participer.

En outre, pour répondre aux difficultés que rencontrent les jeunes suite à la pandémie de Covid-19, sur les dix mesures urgentes que comprend le Plan de soutien jeunesse Fribourg (PSJ), une mesure de soutien aux girons de jeunesse est dotée d'un montant de 50 000 francs/an et une mesure de soutien aux projets des jeunes culturels, sportifs ou autre, est dotée de 30 000 francs/an pour les années 2022 et 2023.

2.1.1. Programme cantonal FriTime et FriTime Piccolo

En collaboration avec le Service du Sport et le Service de la santé publique, le Bureau de promotion des enfants et des jeunes (BPEJ) a développé le programme cantonal FriTime pour renforcer les activités pré- et extrascolaires dans les domaines sportifs, culturels, artistiques, etc. Une subvention de 8000 francs, répartie sur 4 années, est versée aux communes qui décident de renforcer leurs offres de loisirs sportives ou culturelles de proximité destinées à l'enfance et à la jeunesse, gratuites et accessibles à toutes et tous. Les communes peuvent demander des aides supplémentaires pour ancrer durablement le projet ou pour mettre en place le projet FriTime «Piccolo» pour les enfants de moins de 6 ans. En tout, le BPEJ a consacré 180 000 francs/an sur une période de 10 ans pour le développement de projets FriTime dans les communes. Cette mesure figure dans le Plan d'action «Je participe!».

2.1.2. Soutien cantonal aux projets communaux d'ouverture de salles de sport ou polyvalentes

Toujours dans le cadre de ce plan d'action, le BPEJ soutient avec une subvention unique de 10 000 francs par projet, les communes qui décident d'ouvrir les salles de sport ou polyvalentes aux enfants et aux adolescent-e-s qui n'ont pas la possibilité de devenir membre d'un club de sport ou d'une association culturelle, de se rencontrer dans un cadre sécu-

risé et sans alcool, de bouger et de découvrir une activité sportive, artistique ou culturelle. En tout, le BPEJ a consacré 124 000 francs sur une période de 13 ans aux différents projets communaux d'ouverture de salles de sport ou polyvalentes.

D'autre part, comme il l'a été mentionné dans les passages relatifs aux objectifs stratégiques, la politique sportive et la politique culturelle de l'Etat de Fribourg ont également pour enjeux de renforcer la sensibilisation, la participation et la pratique de tous les habitant-e-s à ces domaines, avec un accent particulier mis sur les enfants et les jeunes. La présentation qui suit se concentrera sur ces derniers. Par ailleurs, elle se limitera au soutien de l'Etat. En effet, il n'est pas possible de chiffrer l'ensemble du soutien des communes et de la LoRo pour la seule jeunesse. Tout au plus, quelques exemples seront cités.

2.2. Encouragement du sport auprès de la jeunesse

Le budget du SSpo se concentre essentiellement sur deux outils de développement du sport et du mouvement auprès des enfants et des jeunes: l'encouragement du sport scolaire facultatif et le programme Jeunesse+Sport.

2.2.1. Accès au sport/Sensibilisation de tous les jeunes

2.2.1.1. Le soutien scolaire aux activités sportives de tous les jeunes

2.2.1.1.1. Ecole obligatoire et secondaire supérieur

> Objectifs pédagogiques:

Ecole obligatoire (Harmos) et post-obligatoire (secondaire supérieur): les visées prioritaires de l'éducation physique selon le Plan d'études romand (PER) s'articulent autour de la connaissance du corps, le développement de ressources physiques et motrices et de la préservation de la santé. Pour sa part, le Lehrplan21 (LP21, écoles de langue allemande) énonce les compétences définies par les normes de référence qui sont les connaissances, les habiletés et les attitudes.

Durant les 11 années Harmos, le total des heures effectuées dans le domaine du sport est de 27-31 heures par classe (nombre cumulé sur les 11 années), soit 1-2 périodes hebdomadaires en 1H + 2H et 3 périodes à partir de la 3H.

> Ressources (en équivalents plein-temps EPT):

Les plans d'études de la scolarité obligatoire fixent des objectifs et des contenus d'apprentissage pour le domaine «Corps et Mouvement». La dotation dédiée à l'éducation

physique et sport correspond dès la 3H aux trois unités hebdomadaires imposées par la législation fédérale. Une comparaison des grilles-horaires et des ressources nécessaires (EPT) devient réellement possible à partir du cycle d'orientation. Globalement, pour le secondaire I des deux parties linguistiques du canton, l'estimation basée sur les chiffres de l'année scolaire 2020/21 fait état de 63 EPT consacrés à l'éducation physique et sportive.

L'estimation est possible aussi pour le secondaire II de formation générale. Suivant les *plans d'étude cantonaux*, on estime à 27 les EPT consacrés à l'éducation physique et sportive.

Le cumul du secondaire I et du secondaire II de formation générale aboutit à un total de 90 EPT pour l'éducation physique et sportive.

S'agissant de la *formation professionnelle*, la règle pour le sport est donnée par l'art. 52 de l'ordonnance sur l'encouragement du sport et de l'activité physique (Ordonnance sur l'encouragement du sport, OESp, RS 415.01; cf. extrait ci-dessous), soit au moins 40 leçons sur un total de moins de 520 leçons, soit 80 leçons sur un total de plus de 520 leçons. Il s'agit en fait d'une heure de sport par journée de cours à l'école professionnelle. Les structures sportives n'étant pas suffisantes, des journées sportives sont organisées pour certaines classes. Pour le secondaire II professionnel, ce sont 15.03 EPT (14.06 pour le SFP, 0.97 pour l'IAG) qui sont consacrés.

> Cours facultatifs et cours à option:

Le sport scolaire facultatif a comme objectifs principaux d'offrir une possibilité de moments de mouvement hebdomadaire aux élèves et de donner un accès à l'offre de sport et mouvement aux élèves en dehors des heures d'école obligatoire, notamment ceux à faible intégration sociale. Ainsi, le sport scolaire facultatif facilite l'accès à de nouveaux sports et crée un pont entre l'école et les clubs sportifs. Le sport scolaire facultatif est organisé par les établissements scolaires. Le SSpo encourage le développement d'une vaste offre diversifiée en apportant une contribution financière à l'encadrement des cours à hauteur de 270 000 francs, financés par les fonds de la loterie. Ainsi, ces cours facultatifs sont financés à 50% par les communes, 25% par le Fonds cantonal du sport et 25% par la LoRo-Sport (des subventions J+S sont aussi possibles selon l'organisation). Durant l'année scolaire 2018/19 le sport scolaire facultatif a regroupé 107 camps de sports de neige accueillant 8210 élèves, 59 camps verts avec 2881 jeunes et 202 cours facultatifs pour 6754 élèves.

Chaque *école du primaire ou du secondaire I (école obligatoire)* peut proposer différents cours facultatifs selon son choix. Les cours à option sport au secondaire I et II peuvent encore être développés.

Les écoles du secondaire supérieur S2 (gymnases, écoles de culture générale, écoles de commerce à plein temps) sont regroupées linguistiquement (pour la langue française et la langue allemande). Des activités sportives facultatives figurent dans leur grille-horaire et occupent au total annuellement 27 EPT.

Outre l'enseignement selon la grille horaire, les écoles du S2 (général et professionnel) proposent notamment les activités sportives suivantes:

- Cours facultatifs de sport (uniquement S2 général)
- Journées sportives
- Camp de sport
- Tournois inter-collèges (uniquement S2 général)

2.2.1.2. Tournois scolaires

Le SSpo encourage et soutient les tournois sportifs dans tous les degrés. De plus, de nombreuses équipes participent chaque année à la Journée Suisse de Sport Scolaire, par ailleurs organisée à Fribourg en 2017.

L'organisation et la participation des élèves est à charge des écoles et peut bénéficier d'un soutien du sport scolaire facultatif. Le SSpo assure la coordination avec l'Association REPER pour transmettre une prévention, selon les principes du programme fédéral «Cool&Clean», pendant ces tournois.

2.2.2. L'encouragement des jeunes talents

2.2.2.1. Jeunesse + Sport

Le programme fédéral de Jeunesse+Sport (J+S) est géré par le SSpo au niveau cantonal. J+S veut promouvoir le sport adapté aux enfants et aux jeunes (5-20 ans), encourager leur intégration par le sport et contribuer au développement et à leur épanouissement. Pour réaliser ces objectifs, J+S se base sur trois piliers de l'encouragement du sport: les subventions fédérales pour les cours et les camps J+S destinés aux enfants et aux jeunes, la formation de base et continue des monitrices et moniteurs, des expertes et experts et des coachs, ainsi que le matériel de prêt pour les activités et formations J+S. En 2019, le SSpo a organisé 27 cours de formation et 32 jours de perfectionnement à l'aide de 168 expertes et experts pour former les monitrices et moniteurs J+S. L'activité physique de 41 344 jeunes a ainsi pu être soutenue par la Confédération.

Le programme assure une formation de qualité pour les moniteurs et monitrices. Toutes les activités J+S sont ensuite soutenues financièrement pour permettre aux clubs d'offrir des prestations durables adaptées aux différents âges et soutenir l'activité physique chez les enfants et les jeunes. Le canton assume différentes tâches de formation auprès des cadres J+S, organise des camps pour les enfants et les jeunes, s'occupe

de l'administration de la formation et des contributions fédérales et veille au respect des règles adoptées.

Le programme fédéral J+S emploie 3.6 EPT au SSpo (état au 29 avril 2021). En 2019 l'Etat de Fribourg a contribué 33 707 francs aux camps et formations J+S et la Confédération a soutenu les clubs fribourgeois à hauteur de 2 991 688 francs.

2.2.2.2. Concept pour l'encouragement de la relève des moniteurs/monitrices

Le Service du Sport a mis en place, avec l'intervention de l'association REPER, une nouvelle formation *1418coach* pour les jeunes entre 14 et 18 ans pour les encourager à devenir de jeunes moniteurs et monitrices bénévoles. Le but est de soutenir les clubs et associations sportives dans la relève et l'entretien d'une équipe de bénévoles et de prestations aux membres du club et de proposer une formation d'aide-moniteur aux jeunes membres avant l'âge J+S. Cette formation mise en place avec les ressources du SSpo, fait partie des mesures du Plan d'action «Je participe!» car elle soutient les jeunes dans leur développement personnel et leur permet de prendre activement des responsabilités au sein des clubs et des associations de jeunesse. Elle permet également d'encourager les adolescent-e-s à continuer à pratiquer un sport dans un club, sans toutefois entrer dans le sport d'élite.

2.2.2.3. Matériel de prêt

Afin de rendre certaines activités plus accessibles, le SSpo propose un service de prêt de matériel de sport aux écoles et aux clubs.

2.2.2.4. Camps de sport pour les jeunes

Le SSpo organise chaque été des camps cantonaux J+S pour les jeunes Fribourgeoises et Fribourgeois ayant entre 8 et 18 ans. L'offre comporte six camps qui sont toujours complets (3 polysports, alpinisme/escalade, canoë-kayak et natation) accueillant environ 350 jeunes. En 2019 sur un budget global de 147 624 francs auprès du SSpo, J+S a contribué à hauteur de 17 973 francs et le montant des frais de participation s'est élevé à 74 440 francs.

2.2.2.5. Prévention Cool&Clean

Swiss Olympic s'engage à travers le programme national de prévention «Cool&Clean» en faveur d'un sport propre, fair-play et performant. Dans ce cadre-là, le SSpo collabore avec l'association REPER pour toutes les activités qui relient promotion de la santé et prévention dans le sport. Ainsi, les tournois scolaires, comme les formations J+S, intègrent des interventions REPER dans leur programme. Swiss Olympic prend en charge 20% des frais du délégué-e «Cool&Clean» engagé-e à REPER.

2.2.2.6. Sports-Arts-Formation (SAF)

Le programme «sports-arts-formation» (SAF) permet en 2022/23 à 438 talents (272 en statut «SAF», 137 en statut «Espoirs» et 29 en «Ecolage hors canton») de concilier au mieux leur art ou leur sport de haut niveau avec leur formation. Le SSpo dispose de 0.5 EPT pour gérer tous les dossiers arts et sport du programme et se réfère au SeCu si besoin. Le programme SAF a été présenté dans un rapport du Conseil d'Etat en 2017, puis a fait l'objet d'un rapport du Conseil d'Etat en 2019¹. En 2022/23, 188 élèves du secondaire I bénéficient du programme alors qu'ils sont 172 au secondaire II de formation générale et 40 au secondaire II de formation professionnelle. La promotion du sport et le soutien des jeunes talents sportifs et artistiques, ont fait l'objet de différentes analyses approfondies. Des nouvelles directives SAF ont été mises en vigueur par la DICS et la DEE le premier août 2021, afin de faciliter davantage la conciliation des différentes formations, scolaires ou professionnelles, et de l'art ou du sport de haut niveau. Les écoles professionnelles adaptent aussi leurs programmes pour que les jeunes bénéficiant du programme Sports-Arts-Formation (SAF) puissent réussir une double formation (Sport/Art + Apprentissage). Les entreprises formatrices sont également appelées à adapter la formation pratique en entreprise.

2.2.2.7. La formation continue

Le SSpo développe la formation continue d'éducation physique du corps enseignant en collaboration avec la Haute école pédagogique (HEP) et l'Association fribourgeoise d'éducation physique et de sport scolaire (AFEPS). La Haute école pédagogique (HEP) est mandatée pour proposer ces offres au corps enseignant. L'Université de Fribourg propose une formation en Sciences du sport et de la motricité, en collaboration avec la Haute Ecole fédérale de sport de Macolin (HEFSM), qui propose des programmes en enseignement ou en santé et recherche.

Le SSpo encourage le soutien pédagogique à travers des spécialistes qui interviennent auprès des enseignantes et enseignants généralistes au primaire. Le SSpo conseille le corps enseignant et élaboré des directives afin d'assurer un cadre pour des activités spécifiques.

2.2.2.8. L'aide aux jeunes professionnels, les reconnaissances et les prix

Jusqu'à ce jour l'Etat de Fribourg ne propose pas de bourses ou autres aides de ce type aux jeunes talents sportifs. Annuellement, la commission cantonale du sport et de l'éducation

¹ Rapport 2019-DICS-5 du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat 2017-GC-38 Romain Collaud, Gabrielle Bourguet «Concept Sports-Arts-Formation» et sur le postulat 2017-GC-51 Philippe Savoy, Laurent Dietrich «Concept Sports-Arts-Formation», 19 février 2019.

physique (CCSEP) peut selon la LSport récompenser de jeunes athlètes avec le *prix d'encouragement* à raison de 2000 francs au total. Le *Prix sportif de l'Etat de Fribourg* récompense des personnes particulièrement marquantes dans le monde du sport fribourgeois, s'élève à 5000 francs et est attribué par le Conseil d'Etat sur proposition de la CCSEP. Ces montants (7000 francs) proviennent du Fonds cantonal du sport.

2.2.2.9. L'aide aux associations et particuliers actifs dans ce domaine

Le SSpo doit également s'impliquer dans le développement du sport et du mouvement à travers le secteur privé.

> *Economie et développement de réseaux:*

Afin de soutenir les sociétés et fédérations de sport, le SSpo soutient l'AFS (association fribourgeoise des sports) notamment dans la mise en œuvre d'un programme de formation en «management de club».

> *Développement durable de la société:*

Le canton considère le sport comme un terrain d'apprentissage pour le développement durable de la société, en préservant l'équilibre entre l'écologie, l'économie et la dimension socioculturelle. Il prend en considération les attentes du sport-social dans sa politique sportive.

2.2.2.10. L'aide aux infrastructures accueillant de jeunes talents

Les infrastructures sportives et espaces de mouvement représentent un outil primordial pour rendre l'activité physique possible. Le SSpo tient un inventaire, conseille et collabore activement avec les différents partenaires, afin de garantir une bonne répartition et une qualité efficiente de ces infrastructures dans le futur. Le canton a soutenu dans les années 1990–2000, par voie de décrets, le subventionnement de patinoires ouvertes et couvertes. Actuellement les piscines couvertes, dont un manque a été cerné, sont soutenues par une ordonnance de subventionnement. L'Etat et les communes mettent les installations sportives gratuitement à disposition des jeunes de moins de 20 ans d'organisations à but non-lucratif.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le SSpo a repris la gestion complète du Campus Schwarzee/Lac Noir, suite au transfert depuis la DSJ à la DICS, transfert opéré en sens inverse en début 2022. Le Campus accueille des clubs de sport, des fanfares et choeurs, des associations de loisirs et de jeunesse, ainsi que le service civil et parfois l'armée. Il est à noter une croissance de l'occupation du Campus dans le domaine sport et loisirs de 91% depuis la reprise par le SSpo.

2.3. Encouragement de la culture auprès de la jeunesse

2.3.1. Accès à la culture/Sensibilisation de tous les jeunes

2.3.1.1. Le soutien scolaire aux activités culturelles des jeunes

2.3.1.1.1. Ecole obligatoire et secondaire supérieur

> *Objectifs pédagogiques culturels:*

Ecole obligatoire: parmi les domaines disciplinaires du PER et du Lehrplan 21 figure le domaine des Arts, qui comprend notamment les Arts visuels et la Musique. L'objectif pédagogique est de permettre aux élèves d'explorer les langages visuels, plastiques et sonores en développant les capacités créatrices tant manuelles que visuelles, ainsi que les bases musicales.

Secondaire supérieur (gymnases, écoles de culture générale, écoles de commerce): s'inscrivant dans la continuité des objectifs du PER, l'apprentissage vise une approche à la fois théorique et pratique des arts ainsi que des évolutions culturelles. Les étudiantes et étudiants sont amenés à affirmer leurs goûts et se forger leurs propres opinions, à les différencier de ceux des autres, à les transposer et les exprimer à travers un travail créatif. L'objectif pédagogique est par ailleurs de préparer les jeunes adultes à une participation active à la vie culturelle.

> *Ressources* (en équivalents plein-temps EPT):

Les plans d'études de la scolarité obligatoire fixent les objectifs et contenus d'apprentissage pour le domaine de l'art. Pour ce faire, le PER comprend un domaine «Arts» avec les activités créatrices et manuelles (ACM), les arts visuels et la musique. Le LP21 comprend quant à lui deux domaines, «Gestalten» et «Musik». Ces objectifs sont ensuite déclinés par les cantons dans leurs grilles-horaires respectives. Dans le canton de Fribourg, la dotation dédiée aux arts est adaptée à l'âge des élèves et, pour le cycle d'orientation, à la filière d'études. Pour les élèves les plus jeunes, les écoles doivent respecter la dotation globale en disposant d'une marge de manœuvre pour enseigner les branches concernées. Une comparaison des grilles-horaires et des ressources nécessaires (EPT) devient possible dès le cycle d'orientation. Globalement, pour le secondaire I des deux parties linguistiques du canton, l'estimation basée sur les chiffres de l'année scolaire 2020/21 fait état de 76 EPT consacrés aux arts visuels et à la musique.

L'estimation est possible aussi pour le secondaire II de formation générale. Suivant les *plans d'étude cantonaux*, on estime à 15 les EPT consacrés aux arts visuels et à la musique.

Le cumul du secondaire I et du secondaire II de formation générale aboutit à un total de 91 EPT pour les arts visuels et la musique.

> *Cours facultatifs:*

Dans les classes de l'école obligatoire, il n'existe pas de liste précise de cours facultatifs. Chaque école du secondaire I peut en proposer. Le financement de ces cours facultatifs est compris dans la dotation de personnel des écoles du cycle d'orientation. Dans le secondaire II de formation générale, les cours facultatifs sont communs.

2.3.1.1.2. Ecole de formation professionnelle

Les ordonnances de formation propre à chaque métier définissent les besoins du métier proprement dit. De ce fait, les établissements du secondaire II de formation professionnelle n'offrent pas de formation obligatoire dans le domaine culturel, sauf pour les formations professionnelles en lien avec les arts visuels.

2.3.1.1.3. Culture & Ecole

Culture & Ecole est le programme de sensibilisation et d'accès à la culture pour les élèves de la scolarité obligatoire (1–11H) de l'Etat de Fribourg. Culture & Ecole favorise le développement et la diffusion auprès des écoles d'offres culturelles de qualité. Il soutient l'accès et la sensibilisation à la culture de façon équitable pour l'ensemble des élèves sur tout le territoire cantonal. Il vise à permettre à chaque classe de bénéficier d'au moins une offre par année, de son choix et à un prix avantageux. Le programme prend en charge jusqu'à la moitié des coûts de l'activité (l'autre part étant à la charge de l'école), ainsi que les coûts de transports publics pour se rendre à l'événement. Le programme encourage les acteurs culturels à produire une offre «jeune public» et proposer des projets de médiation culturelle. La participation des jeunes au programme Culture & Ecole se monte à quelque 27 000 à 34 000 élèves sur environ 42 000 élèves, soit 60–70% de la population des 5–16 ans (années scolaires 2017/18 et 2018/19). Le budget 2021 du programme se monte à 620 000 francs (financé par l'Etat, la Loterie romande et un don de lancement de la BCF).

2.3.1.2. Projets-pilotes

Le canton de Fribourg s'efforce d'améliorer encore ses dispositifs en développant des projets pilotes s'inscrivant dans ses objectifs stratégiques (cf. chap. 1, pt. 1.1.2). Parmi ces projets, on peut citer par exemple:

Les Agentes et Agents Culturels pour des écoles créatives: ce projet, lancé par la Fondation Mercator Suisse, permet aux écoles de mettre au point une stratégie d'activités d'éducation culturelle et de les intégrer à leur propre développement.

Il soutient et ancre à long terme leur collaboration avec les institutions et les acteurs culturels. Les cantons de Fribourg, Berne et Valais participent conjointement à ce projet pilote et bilingue. L'école de culture générale de Fribourg (ECGF) et la filière ECG du Collège du Sud de Bulle prennent part au projet depuis 2018.

2.3.1.3. AG CULTUREL

L'Abonnement Général culturel (anciennement 20 ans, 100 francs) donne libre accès aux jeunes jusqu'à 26 ans à des milliers d'offres culturelles, d'événements, festivals, spectacles, concerts, ciné-clubs et expositions à Fribourg et plusieurs cantons voisins partenaires pour le prix de 100 francs par année. Il est géré par l'association AG culturel, à but non-lucratif et d'utilité publique, qui a son siège dans le canton de Fribourg. La contribution annuelle fribourgeoise à ce projet est de 16 000 francs, financés par la LoRo. L'Etat de Fribourg est partenaire de ce programme, qui peut compter aussi sur le soutien de plusieurs communes.

2.3.1.4. Pratiques et médiation culturelles pour les jeunes

Les quatre institutions culturelles de l'Etat jouent aussi un rôle important dans la pratique, la sensibilisation et la participation culturelles de la jeunesse, en adressant régulièrement leur offre aux enfants et aux jeunes.

- > *Le Conservatoire de Fribourg (COF)*, qui est principalement destiné aux jeunes, a pour mission l'apprentissage de la pratique musicale, de la danse et de l'art dramatique, aux degrés amateur et préprofessionnel. Le COF est financé par le secteur public, pour moitié par l'Etat et pour moitié par les communes. Les professeurs de musique ont le statut d'enseignantes et enseignants du secondaire supérieur. Outre les cours individuels et collectifs, le COF mène actuellement divers projets-pilotes, par exemple en musique de chambre, Young Jazz Ensemble, Atelier Musique Parents-Enfants, etc.) visant à répondre au plus près à la demande actuelle avec une offre de cours visant la qualité.
- > *Le Musée d'histoire naturelle (MHN)* a notamment pour mission d'offrir au public la possibilité de s'informer sur le patrimoine naturel, en particulier cantonal, à la lumière des connaissances scientifiques. Outre son exposition permanente, il propose un programme régulier d'expositions temporaires et une large gamme d'activités d'information et de sensibilisation au patrimoine naturel, dont une grande partie s'adresse aux élèves, aux jeunes et aux familles.
- > De même, *le Musée d'art et d'histoire de Fribourg (MAHF)* présente une exposition permanente de ses collections, des expositions temporaires et un programme d'activi-

tés, offrant ainsi des clés de lecture du passé et du présent tout en sensibilisant le public à la création artistique. Il a mis en place un programme spécifique pour l'enfance et la jeunesse, avec par exemple des ateliers ou des visites guidées dédiés aux enfants.

- > *La Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU)* met à disposition de la population ses ressources documentaires et électroniques ainsi que ses collections patrimoniales. A l'attention des enfants et des jeunes, elle s'engage en particulier à l'acquisition de compétences informationnelles (trouver, traiter, gérer des informations), en collaboration avec divers établissements scolaires ou à titre individuel auprès de ses usagers. Une part prépondérante des activités et du budget de la BCU concerne cependant non pas la culture de la jeunesse en général, mais le travail des étudiantes et étudiants, du corps professoral et des chercheuses et chercheurs de l'Université.

2.3.1.5. Autres mesures

Les jeunes peuvent également bénéficier d'offres soutenues par les collectivités publiques qui ne leur sont pas exclusivement destinées, comme *La CarteCulture* qui facilite l'accès à l'offre culturelle, sportive et de formation pour les personnes financièrement défavorisées. Des initiatives ponctuelles sont également soutenues, à l'instar du programme *Les traditions vivantes en images – #tradifri* que le Service de la culture et le Musée gruérien ont lancé en 2016 afin de questionner les jeunes générations sur le patrimoine immatériel fribourgeois. Notons enfin qu'à l'invitation de l'Etat de Fribourg, la Loterie romande soutient régulièrement des mesures de médiation culturelle pour la jeunesse organisée dans le cadre de manifestations ou saisons culturelles.

2.3.2. L'encouragement des jeunes talents

2.3.2.1. Sports-Arts-Formation (SAF)

Le programme «sports-arts-formation» (SAF) permet aux jeunes talents fribourgeois de concilier dans de bonnes conditions les études et leur pratique d'un sport ou d'un art de haut niveau. Dans le domaine culturel, le SAF concerne principalement les élèves préprofessionnels en musique, en danse et en théâtre du COF. Pour éviter les redites, le dispositif SAF est présenté dans la partie sur le sport (chap. 2, pt. 2.1.2.5).

2.3.2.2. Formation préprofessionnelle

Dispensée par le COF, la formation préprofessionnelle prépare aux études professionnelles en musique, en danse et en théâtre en Haute Ecole spécialisée (HES). Elle concerne environ 1% des élèves du COF. Environ 3 EPT pédagogiques sur 110.53 EPT y sont affectés.

2.3.2.3. Formation professionnelle ou tertiaire

Dans la formation professionnelle, il n'y pas d'encouragement au talent proprement dit, mais le développement artistique est possible via une formation professionnelle réglementée. Le canton abrite le site fribourgeois de la Haute Ecole de Musique HEMU (Vaud, Valais, Fribourg). L'Etat de Fribourg contribue également aux coûts de formation des jeunes du canton dans les autres HES de Suisse. Il participe également au financement de la HES-SO, dont deux domaines sont dédiés à la formation artistique. Pour le design et les arts visuels: la Haute école d'art et de design – Genève (HEAD-Genève), la HES-SO Valais-Wallis – Ecole de design et haute école d'art (EDHEA) et l'Ecole cantonale d'art de Lausanne (ECAL). Pour la musique et les arts de la scène: la Haute école de musique de Genève (HEM-Genève), la Haute Ecole de Musique HEMU (Vaud, Valais, Fribourg) et la Manufacture – Haute Ecole romande des arts de la scène. Notons que l'Etat de Fribourg est représenté dans les conseils de fondation de l'HEMU et de la Manufacture.

2.3.2.4. Bourses à la relève professionnelle

Si les bourses restent ouvertes à des artistes tout au long de leur carrière, les jeunes artistes professionnels en bénéficient particulièrement: bourses de recherche artistique et de séjours en résidence (Paris, Berlin, mobilité). La bourse du Fonds Pierre et Renée Glasson s'adresse aux musicien-ne-s en fin de formation professionnelle. L'Etat participe également par des bourses.

3. Comparaison et perspectives

3.1. Comparaison difficile

Outre leurs bénéfices spécifiques à l'individu qui les pratique, le sport et la culture ont en commun d'augmenter la qualité de vie, la santé mentale et physique de la population tout en renforçant la cohésion sociale. Dans le cadre de sa mission, l'Etat a développé un dispositif visant à encourager le sport et la culture auprès de la population et de les rendre plus accessible à tous, en commençant par la jeunesse. Dans ce but, le SSpo et le SeCu, tout comme le BPEJ, développent des programmes au niveau de la sensibilisation, de la relève, du soutien aux projets et activités des associations engagées dans ces domaines. Au niveau scolaire, on aura vu que les deux domaines occupent une place notable dans l'horaire et que des offres facultatives sont proposées (voir chap. 2). En ce qui concerne l'encouragement des talents, 29 artistes dans les domaines de la danse et de la musique sont au bénéfice d'un statut SAF, alors que 243 élèves sont des sportifs (2021/22).

Comme l'illustre la première partie du présent rapport, il s'avère difficile d'établir une comparaison des responsabilités sur les différents niveaux institutionnels entre le sport

et la culture. En ce qui concerne les ressources allouées aux deux domaines, relevons que les ressources allouées en EPT à l'enseignement du sport et de la culture sont du même ordre. Malheureusement, peu de données permettent d'isoler les soutiens financiers qui seraient octroyés aux activités sportives et culturelles de l'enfance et de la jeunesse par d'autres acteurs que l'Etat (par exemple les données relatives à la

LoRo et aux communes portent sur tous les âges). De plus, les chiffres existants sur la sensibilisation des jeunes au sport et à la culture et l'encouragement des jeunes talents sont insuffisants pour effectuer une comparaison pertinente.

Le tableau 3 permet de visualiser les différents niveaux de soutien de l'Etat pour le sport et la culture.

Tableau 3: Prestations de l'Etat en faveur du sport et de la culture pour la jeunesse

Sport	Prestations de l'Etat pour la jeunesse	Culture
Sport scolaire (facultatif), matériel, tournois et camps	Accès, sensibilisation, pratique en milieu scolaire, infrastructures	Formation à la pratique culturelle (arts de la scène, arts visuels, musique)
Jeunesse+Sport		Culture & Ecole
Prévention Cool&Clean	Accès, sensibilisation pour jeune public (hors école)	Agents culturels
Formation en sciences du sport		> AG culturel > CarteCulture
> HEP > Université > Ecolages intercantonaux	Formation (pré)professionnelle ou tertiaire, infrastructures	COF/Eikon
> Formation continue > Formation en «management du sport»		> COF/HEMU > HES-arts (HEMU, Manufacture, etc.) > Manufacture > Ecolages intercantonaux
> Campus Lac Noir > Stade St-Léonard		COF
> Subvention en faveur des infrastructures (constructions scolaires, piscines) > Infrastructures sportives du degré secondaire II, HEP et Université > Inventaire des infrastructures sportives	Infrastructures	MHNF
		> MAHF > Musée romain de Vallon > Espace Jean Tinguely
		BCU

3.2. Perspectives

En se basant sur les axes stratégiques du Conseil d'Etat et les diverses mesures présentées ci-dessus qui en découlent, il apparaît que le sport et la culture couvrent tous deux une large palette de prestations et l'on peut considérer que les objectifs sont bien couverts. Des améliorations sont néanmoins toujours possibles, ce notamment en ce qui concerne la jeunesse et moyennant le respect des limites budgétaires à disposition. Le cadre des réflexions dans ce domaine est le suivant:

3.2.1. Sport

- > Ressources: Réexamen du financement du domaine du sport par l'Etat; les travaux seront menés dans le courant de la législature.
- > Centre sport et santé: Ce centre fédère les compétences des Directions responsables du sport, de la santé et de la formation; il propose des locaux et infrastructures sportives (salles de théorie, de réunion, de tests physiques,

centre d'analyses, salles de sport, logement de groupes, etc.), du matériel de sport, des services en lien avec la pratique du sport (médecine du sport, physiothérapie, etc.) ou favorisant la mise en valeur du sport sur le plan cantonal (Musée du vélo, expositions, etc.).

- > Sport de la relève: Renforcer la veille précoce des talents et leur accompagnement au niveau préprofessionnel par le dispositif SAF notamment (déttection précoce et soutien à la relève).
- > Soutien pédagogique: Développement d'un réseau fribourgeois de soutien pédagogique (collaborateurs pédagogiques), en collaboration avec les services de l'enseignement obligatoire et les communes (renforcement de la santé, de la sécurité et du développement de la personne). Développement des coordinateurs du sport et aides aux enseignants.
- > Aides et bourses¹: Bourses pour les bénéficiaires du programme SAF ne remplissant pas encore les critères de soutien de l'aide sportive suisse. L'aide sportive suisse

¹ Il ne s'agit pas de bourses d'étude au sens strict du terme, mais de soutien financier.

- soutient la relève qui atteint déjà un niveau international. Pour les jeunes talents en formation, l'Etat ne fournit pas de soutien financier.
- > Sport pour tous: Concrétisation de projets dans le sport pour tous: Développement durable et qualitatif d'offres favorisant le mouvement pour tous avec pour objectif d'augmenter en permanence la proportion de la population active. Encouragement de projets concernant le mouvement et la mobilité douce et collaboration élargie avec la Direction de la santé et des affaires sociales.
 - > Sport des ainés: Développement du sport des ainés pour les bienfaits sur l'indépendance, la mobilité, l'aspect social, la solitude, les relations intergénérationnelles, ...
 - > Sport et mouvement dans les écoles: Développement de cours à option au secondaire I et II de formation générale et assurer les heures légales d'EPS dans les écoles professionnelles. Introduction de moments d'activité physique quotidienne dans les écoles et engagement de conseillères et conseillers pédagogiques dans les écoles primaires. Développement du sport scolaire facultatif à tous les niveaux, si possible.
 - > Centres de compétences pour le sport: Développement et soutien d'un réseau de centres de compétences pour les questions relatives au sport.
 - > Prévention: Augmenter l'engagement de la population envers la santé par le sport pour diminuer/ralentir l'augmentation des primes d'assurances (applications, concours, ...).
 - > Développement de formation préprofessionnelle sportive: Analyse et développement d'une structure de formation, principalement destinée aux jeunes de la relève, ayant pour mission l'apprentissage de la pratique sportive préprofessionnelle. Comment devenir sportif ou sportive d'élite? Services, cours individuels et collectifs, le tout devant répondre au plus près de la demande actuelle visant la qualité.
 - > AG Sport (Abonnement Général Sport): Développement d'une offre à la population générée en collaboration entre l'Etat et le sport associatif pour favoriser la découverte de l'offre existante et renforcer le sport associatif.
 - > Espaces de mouvement et infrastructures sportives: Développement d'un Concept des infrastructures sportives d'intérêt cantonal, selon les recommandations de la Confédération et leur intégration dans l'aménagement du territoire.
- observés à la suite de la crise du COVID-19 sur la pratique culturelle et l'accès à la culture des jeunes¹:
- > Relance dynamique de Culture & Ecole, le programme d'accès et de sensibilisation à la culture dans le domaine scolaire (accès à la culture).
 - > Renforcer la promotion et l'usage de l'AG culturel et de la Carte culture (accès à la culture).
 - > Développer les collaborations et le réseau entre le Conservatoire de Fribourg et l'école obligatoire/S2, avec la mise en place d'un bureau COF-Ecole (accès, sensibilisation, pratique culturelle).
 - > Développer, en collaboration avec les communes et les établissements scolaires, le réseau fribourgeois des bibliothèques publiques et scolaires de langues française et allemande (Vision 2025), visant à ce que la population fribourgeoise bénéficie de prestations équitables quelle que soit la situation géographique ou linguistique (accès à la culture, médiation culturelle).
 - > Développer un réseau fribourgeois des médiatrices et médiateurs culturels, en collaboration avec les institutions culturelles du canton (musées, salles, etc.), et renforcer les prestations de médiation dans les institutions culturelles, notamment en faveur de la jeunesse fribourgeoise (médiation culturelle).
 - > Inviter la Loterie romande à poursuivre son soutien aux projets de médiation ou de culture inclusive (médiation culturelle).
 - > Renforcer la veille précoce des talents et leur accompagnement au niveau préprofessionnel, en particulier dans le domaine de la musique, du théâtre et de la danse par le dispositif SAF notamment (détection précoce et soutien aux jeunes talents).
 - > Renforcer la collaboration intercantionale dans l'accès à la culture et l'amélioration de la circulation des offres culturelles jeune public, aux classes (offre culturelle).
 - > Mettre en place et financer une formation de jeunes moniteurs et monitrices dans le domaine des activités culturelles, artistiques ou socioculturelles: sur la base de l'état des lieux des formations existantes dans ce domaine établi en 2022 par Frisbee, le réseau fribourgeois des organisations de l'enfance et de la jeunesse, il s'agira de soutenir financièrement la ou les formations en adéquation avec les besoins des jeunes engagés dans le tissu associatif et grandissant dans le canton de Fribourg.

3.2.2. Culture

En s'appuyant sur sa stratégie dans le domaine de la culture (cf. chap. 1, pt. 1.2.2), le Conseil d'Etat entend poursuivre et compléter les mesures touchant la jeunesse qu'il a déjà mis en route. Si des progrès sont tangibles depuis la mise en œuvre de ces mesures, il s'agira aussi de rattraper les dommages

3.2.3. En commun

Le développement de projets communs au sport et à la culture peut se poursuivre dans plusieurs domaines, tels que:

¹ cf. question 2021-CE-302, David Bonny et Guy-Noël Jelk, «Remotiver les jeunes Fribourgeoises et Fribourgeois de 16 à 20 ans pour des activités sportives et culturelles», déposé le 16 août 2021.

- > Rendre les mesures d'encouragement plus transversales entre les services de l'Etat et en collaboration avec les communes et autres partenaires (sport, culture, enfance et jeunesse, intégration, associations de jeunesse, animation socioculturelle, passeports vacances, etc.) pour aborder de manière pluridisciplinaire les questions des activités destinées à la jeunesse et améliorer l'équité d'accès à ces activités. Il s'agirait par exemple de soutenir ces activités associatives avec plus de moyens, de développer des bourses, de proposer des prix ou des récompenses spécifiquement adressées aux jeunes actifs dans le sport et la culture ou dans d'autres activités associatives (chap. 2, pt. 2.1.2.7 et 2.2.2.4).
- > Analyser les voies de développement du programme SAF (cf. chap. 2, pt. 2.1.2.5 et 2.2.2.1) en étudiant notamment l'intégration d'une filière SAF spécifique dans les écoles de S1 et S2.
- > Analyse financière visant une politique budgétaire réaliste et maintenant un volume de subventionnement élevé tant en faveur du sport que de la culture.
- > Renforcer le soutien au programme cantonal FriTime et FriTime Piccolo car cela valorise, met en lumière et fait connaître aux enfants, aux jeunes et aux familles, les clubs sportifs, le sport associatif ainsi que les associations artistiques, socioculturelles ou culturelles de leur région.
- > Renforcer le soutien à l'ouverture des salles de sport le week-end et au développement des projets Midnight, OpenSunday et MiniMove en tant qu'activités bas-seuil renforçant les capacités, la prise de responsabilités ainsi que l'estime de soi d'adolescent-e-s qui ne souhaitent pas devenir membres d'un club sportif ou d'une association culturelle.
- > Poursuivre les mesures du Plan de soutien jeunesse Fribourg (soutien aux projets de jeunes et soutien aux girons) pour aider les jeunes entre 12 et 25 ans dans la période post-Covid.
- > De manière générale, il est essentiel de renforcer l'accès à l'ensemble des activités de jeunesse pré- et extrascolaires afin de garantir un accès plus équitable à ces activités pour tous les enfants et les jeunes dès le plus jeune âge et ainsi promouvoir une plus grande égalité des chances.

4. Conclusion

Le Conseil d'Etat salue le rôle important joué par le sport et la culture dans le tissu social et le développement harmonieux et sain de la population, et particulièrement celui des enfants et des jeunes. De plus, le sport et la culture contribuent à un aménagement qualitatif des loisirs qui est porteur de sens. En leur permettant de prendre part à une activité de loisirs, le sport et la culture, tout comme l'engagement associatif de manière générale, jouent un rôle déterminant en matière d'intégration sociale des enfants et des jeunes. Leur participation au tissu associatif promeut le développement de leurs compétences non seulement sportives, artistiques ou cultu-

relles, mais aussi psychosociales, et les encourage à prendre des responsabilités au sein de leur association. Ceci est au bénéfice de toute la société.

Ces deux domaines sont soutenus par les différents niveaux institutionnels, selon les missions qui leur sont attribuées et les principes de répartition des tâches et de subsidiarité. Les divers domaines d'intervention ainsi que les différences de structures rendent la comparaison concernant les aides et le soutien aux jeunes fort compliquée. Le présent rapport montre que l'approche choisie jusqu'ici est propre à chaque domaine pour assurer la pertinence des mesures et soutiens. Des investissements très importants sont en cours et à venir afin de développer les infrastructures tant dans le domaine de la culture que dans celui du sport; ce qui accroît significativement les efforts financiers de l'Etat en faveur de ces deux domaines, comme le démontre le plan financier de législature.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.



Bericht 2022-DSJ-35

8. November 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2020-GC-18 André Kaltenrieder/Bruno Boschung – Welche Anerkennung und Unterstützung für Sportvereine in unserem Kanton?

1. Allgemeiner Kontext	18
1.1. Allgemeiner Kontext der Sportförderung	18
1.1.1. Auftrag	18
1.1.1.1. Bund	19
1.1.1.2. Swiss Olympic	19
1.1.1.3. Interkantonale Zusammenarbeit	19
1.1.1.4. Staat Freiburg, Gemeindeverbände und Gemeinden	19
1.1.1.5. Die Loterie Romande (LoRo-Sport)	19
1.1.2. Strategische Ziele	19
1.1.3. Finanzielle Mittel des Kantons Freiburg	20
1.2. Allgemeiner Kontext der Kulturförderung	20
1.2.1. Auftrag	20
1.2.1.1. Bund	21
1.2.1.2. Interkantonale Zusammenarbeit	21
1.2.1.3. Staat Freiburg, Gemeindeverbände und Gemeinden	21
1.2.1.4. Die Loterie Romande (LoRo)	22
1.2.2. Strategische Ziele des Staates Freiburg	22
1.2.3. Finanzielle Mittel des Kantons Freiburg	22
1.3. Zusammenfassung: Allgemeiner Kontext der Sport- und Kulturförderung	23
2. Kinder- und Jugendförderung	24
2.1. Allgemeine Förderung ausserschulischer Aktivitäten für Kinder und Jugendliche	24
2.1.1. Kantonale Programme FriTime und FriTime Piccolo	24
2.1.2. Kantonale Unterstützung von Gemeindeprojekten zur Öffnung von Sport- oder Mehrzweckhallen	24
2.2. Sportförderung bei Kindern und Jugendlichen	24
2.2.1. Zugang zum Sport/Sensibilisierung aller Kinder und Jugendlichen	25
2.2.1.1. Schulische Unterstützung für sportliche Aktivitäten von Kindern und Jugendlichen	25
2.2.2. Talentförderung	26
2.2.2.1. Jugend+Sport (J+S)	26
2.2.2.2. Förderung von Nachwuchsleiterinnen und -leitern	26
2.2.2.3. Leihmaterial	26
2.2.2.4. Sportlager für Kinder und Jugendliche	26
2.2.2.5. Präventionsprogramm «cool and clean»	26
2.2.2.6. Sport-Kunst-Ausbildung (SKA)	26
2.2.2.7. Weiterbildung	27
2.2.2.8. Unterstützung für junge Berufstätige, Anerkennungen und Preise	27
2.2.2.9. Unterstützung von Vereinen und Einzelpersonen	27
2.2.2.10. Unterstützung der Einrichtungen für junge Talente	27
2.3. Kulturförderung bei Kindern und Jugendlichen	27
2.3.1. Zugang zur Kultur/Sensibilisierung aller Kinder und Jugendlichen	27
2.3.1.1. Schulische Unterstützung für kulturelle Aktivitäten von Kindern und Jugendlichen	27

2.3.1.2. Pilotprojekte	28
2.3.1.3. KULTUR-GA	28
2.3.1.4. Kulturelle Praxis und Kulturvermittlung für Kinder Jugendliche	29
2.3.1.5. Übrige Massnahmen	29
2.3.2. Talentförderung	29
2.3.2.1. Sport-Kunst-Ausbildung (SKA)	29
2.3.2.2. Berufsvorbereitende Ausbildung	29
2.3.2.3. Berufs- oder Tertiärausbildung	29
2.3.2.4. Stipendien für Nachwuchskünstlerinnen und Nachwuchskünstler	30
3. Vergleich und Ausblick	30
3.1. Schwieriger Vergleich	30
3.2. Ausblick	31
3.2.1. Sport	31
3.2.2. Kultur	31
3.2.3. Gemeinsame Massnahmen	32
4. Fazit	33

In ihrem am 6. Februar 2020 eingereichten und begründeten Postulat interessieren sich die unterzeichneten Grossräte für die staatlichen Massnahmen zugunsten des Sports und insbesondere der Jugend und bitten den Staatsrat um einen Vergleich seiner direkten Leistungen in den Bereichen Sport und Kultur. In der Antwort des Staatsrats vom 24. November 2020 wird argumentiert, dass die in den jeweiligen Gesetzen festgelegten Rollen und Ziele von Bund, Kanton, Gemeinden, Verbänden und Privatpersonen im Sport und in der Kultur nicht identisch und daher schwer vergleichbar seien. Der Staatsrat äussert seine Absicht, die Frage in Bezug auf Kinder und Jugendliche zu klären und konkrete Lehren daraus zu ziehen, um gegebenenfalls zu verbessern, was verbessert werden kann. Er erinnert zudem daran, dass der Wiederankurbelungsplan, den der Grossen Rat am 13. Oktober 2020 verabschiedet hat, einen Plan zur Unterstützung des Sports mit einem Betrag von 4,4 Millionen Franken und einem gleich hohen Betrag für die Kultur vorsieht. Neben dem kantonalen Kinder- und Jugendförderungsprogramm «I mache mit!», das mit einem Jahresbudget von 190 000 Franken unter anderem die Finanzierung von ausserschulischen Aktivitäten für Kinder und Jugendliche ab dem Vorschulalter in den Bereichen Sport, Kultur und Kunst ermöglicht, hat der Staatsrat im Dezember 2021 als Reaktion auf die Schwierigkeiten der Jugendlichen nach der Covid-19-Pandemie einen Unterstützungsplan für die Jugend Freiburg mit einem Betrag von 870 000 Franken über zwei Jahre beschlossen. Der Staatsrat weist weiter darauf hin, dass bei den Zahlen, die für kantonale Massnahmen in dem einen oder anderen Bereich zur Verfügung stehen, der Kontext unbedingt einbezogen werden müsse. Aus der blossen Auflistung in einer Tabelle ohne Erklärung der jeweiligen gesetzlichen Ziele und Kompetenzstrukturen liessen sich keine schlüssigen Erkenntnisse in Sachen Sport oder Kultur ziehen.

Auf Vorschlag des Staatsrats nahm der Grosse Rat das Postulat am 15. Februar 2021 mit 87 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen an und beauftragte den Staatsrat, einen Bericht zu verfassen.

Der vorliegende Bericht befasst sich mit der Sportförderung in unserem Kanton. Er erläutert die gesetzlichen Aufgaben, die jeweiligen Rollen und Leistungen der verschiedenen Akteure und Gemeinwesen in Bereichen wie der Sensibilisierung aller jungen Menschen für Sport und Kultur, der Förderung junger Talente, der Vergabe von Auszeichnungen und Preisen, der Berufsbildung, der Unterstützung von Fachleuten wie auch von Vereinen und Einzelpersonen und der Unterstützung von Infrastrukturen. Aufgrund dieser Vergleiche sollte es möglich sein, konkrete Schlüsse zu ziehen, um mögliche Mängel aufzudecken und zu versuchen, das zu verbessern, was sich verbessern lässt. Dabei sind den jeweiligen bereichsspezifischen und strukturellen Besonderheiten Rechnung zu tragen.

Die Analyse in diesem Bericht bezieht sich auf ein «normales» Jahr, d. h. es wurden Daten von vor der Pandemie ausgewertet. Die Pandemiesituation wird im Plan zur Stützung der Wirtschaft behandelt.

1. Allgemeiner Kontext

1.1. Allgemeiner Kontext der Sportförderung

1.1.1. Auftrag

Sportliche Aktivitäten fallen in erster Linie in den Bereich von **Vereinen und Privatpersonen**. Die verschiedenen institutionellen Ebenen üben im Rahmen der Zuständigkeiten, die ihnen das Gesetz überträgt, eine unterstützende und initierende Rolle aus.

1.1.1.1. *Bund*

Der Bund ergreift Massnahmen oder unterstützt Programme und Projekte, um die körperliche Leistungsfähigkeit und die Gesundheit der Bevölkerung sowie die ganzheitliche Bildung und den gesellschaftlichen Zusammenhalt zu fördern. Der Bund arbeitet mit Kantonen und Gemeinden zusammen. Er fördert die Privatinitiative und arbeitet insbesondere mit den schweizerischen Sportverbänden zusammen (SpoFöG, Art. 1 und 2, SGF 415.0).

Das Bundesamt für Sport (BASPO) erfüllt die Aufgaben, die dem Bund aus dem Gesetz erwachsen, soweit nicht andere Bundesstellen damit befasst sind. Es führt unter anderem die Eidgenössische Hochschule für Sport und die beiden Kurs- und Ausbildungszentren (SpoFöG, Art. 26) und verwaltet das Bundesprogramm Jugend+Sport.

1.1.1.2. *Swiss Olympic*

Swiss Olympic ist der Dachverband des Schweizer Sports und übernimmt außerdem die Rolle des Nationalen Olympischen Komitees.

1.1.1.3. *Interkantonale Zusammenarbeit*

Die Kantone arbeiten sowohl auf politischer Ebene (Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK) als auch auf operativer Ebene (Konferenz der kantonalen Sportbeauftragten KKS) zusammen. Die KKS gewährleistet den Austausch mit dem Bund (BASPO), Swiss Olympic (Dachverband der Sportverbände), der ASSA (Arbeitsgemeinschaft Schweizerischer Sportämter) und dem SVSS (Schweizerischer Verband für Sport in der Schule).

1.1.1.4. *Staat Freiburg, Gemeindeverbände und Gemeinden*

Die **Freiburger Verfassung (SGF 10.1)** sieht in Artikel 80 vor, dass Staat und Gemeinden Freizeitbeschäftigungen, die zur persönlichen Ausgeglichenheit und Entfaltung beitragen, sowie Sport und Erholungsmöglichkeiten fördern.

Gemäss Sportgesetz (SportG, SGF 460.1) werden die Aufgaben des Staates im Bereich Sport im Reglement über den Sport (SportR, SGF 460.11) festgelegt. Es umfasst die Umsetzung des Sportgesetzes, die Zusammenarbeit bei Präventionsprogrammen und -massnahmen, die Erstellung von Richtlinien und Empfehlungen zu Ethik und Sicherheit im Sport und deren Einhaltung sowie die Förderung sportlicher Aktivitäten im Schulsport, im Freizeitsport, im Leistungssport (Nachwuchs), in der Sportinfrastruktur und an Sportveranstaltungen.

Das staatliche Handeln im Bereich Sport fällt seit Januar 2022 hauptsächlich in den Zuständigkeitsbereich des Amts für Sport der Sicherheits-, Justiz- und Sportdirektion, die

diese Aufgabe von der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) übernommen hat. Die EKSD wurde in Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) umbenannt und trägt weiter die Verantwortung für die Bewegungs- und Sporterziehung und den Schulsport sowie für die schulischen Massnahmen des Förderprogramms Sport-Kunst-Ausbildung (SKA). Die Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) ist weiterhin für die Bewegungs- und Sporterziehung und den Sportunterricht in den Berufsfachschulen zuständig. Das Amt für Sport (SpA) sorgt für das Management des Programms Jugend+Sport und erfüllt die kantonalen Aufgaben, die keiner anderen Behörden zugewiesen sind. Dazu gehören namentlich der Schulsport und das Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA). Das SpA unterstützt die Gemeinden bei der qualitativen Umsetzung des obligatorischen und freiwilligen Schulsports. Es pflegt den Austausch mit den kantonalen Sportorganisationen und den übrigen nationalen Sportorganisationen sowie mit dem Bund und den Gemeinden.

Die Gemeindeverbände sind bei Schulprojekten auf der Sekundarstufe I (9–11H) involviert.

Die Gemeinden sind für den Schulsport und für den Ausbau der Sportinfrastruktur zuständig, an deren Finanzierung sich der Staat über die Subventionen für Schulbauten (Sporthallen) und für den Bau von Schwimmbädern beteiligt. Die Gemeinden können den Vereinssport und den Sport für alle im Rahmen ihrer Mittel und ihres Legislaturprogramms unterstützen.

1.1.1.5. *Die Loterie Romande (LoRo-Sport)*

Die **LoRo-Sport**, die den Status einer halbstaatlichen Institution hat, spielt bei der Finanzierung des Sports in unserem Kanton eine wichtige Rolle, weil sie ihre gesamten Gewinne in Form einer subsidiären Unterstützung an gemeinnützige Verbände und Vereine im Sportbereich ausschüttet. Um bei der Sportförderung eine gute Koordination zu gewährleisten, ist die LoRo-Sport mit Vereinbarungen an den Staat Freiburg gebunden. Für Projekte von interkantonaler Bedeutung besteht zudem ein Westschweizer Abkommen.

1.1.2. *Strategische Ziele*

Im kantonalen Sportkonzept werden für den Kanton Freiburg im Sport fünf Hauptherausforderungen der nächsten Jahre genannt:

- > Gesundheit: Bewegung für alle
- > Ausbildung: Sporterziehung und Sport
- > Leistungssport: Talent- und Nachwuchsförderung
- > Wirtschaft: Aufbau von Netzwerken für Bewegung und Sport
- > Nachhaltige Entwicklung: ein Lernfeld.

Das Amt für Sport (SpA) ist für die Umsetzung dieses Konzepts zuständig.

1.1.3. Finanzielle Mittel des Kantons Freiburg

Im Jahr 2019 (für die ordentliche Tätigkeit repräsentatives Jahr, da vor der COVID-19-Pandemie) beschäftigte das SpA 6,31 VZÄ (+2 VZÄ Auszubildende/Praktikanten). Die Erfolgsrechnung des SpA wies 2019 einen Aufwand von 14 693 129 Franken (davon 12 000 000 Subventionen für die Eissporthalle St. Leonard) und einen Ertrag von 13 587 551 Franken aus, was einem Aufwandsaldo von 1 105 578 Franken entspricht.

Die Gesamterfolgsrechnung 2021 des SpA weist 6 402 824 Franken Aufwand (davon ca. 3 450 000 Franken Subventionen für die Eisbahn, die Schwimmbäder und den Wiederankurbelungsplan) und 5 278 419 Franken Ertrag aus, was einen Aufwandssaldo von – 1 124 405 Franken ergibt. Im Jahr 2021 beschäftigte das SpA 6,30 VZÄ (+2 VZÄ Auszubildende).

Das Gesamtbudget 2022 des SpA weist 8 209 980 Franken Aufwand (davon 5 400 000 Franken Subventionen für die Schwimmbäder und den Wiederankurbelungsplan) und 7 045 700 Franken Ertrag aus, was eine Differenz von –1 164 280 Franken ergibt. Im Jahr 2022 beschäftigt das SpA 6,30 VZÄ (+2 VZÄ Auszubildende).

Punktuell wir der Staat auch bei Grossveranstaltungen um Beiträge gebeten, so zum Beispiel beim Eidgenössischen Schwingfest 2016 in Estavayer/Payerne oder bei der Olympia-Kandidatur Sion 2026. Wenn es die Umstände rechtfertigen, stellt der Staat die Mittel, über die er ordentlich oder ausserordentlich verfügt, zur Verfügung. So hat er sich verpflichtet, die Organisation der Eishockey-Weltmeisterschaften 2026 mit Sach- und Geldleistungen in der Höhe von geschätzten 1,5 Millionen Franken zu unterstützen.

Der Campus Schwarzsee ist ein Sport- und Freizeitzentrum, das Sportanlagen und Unterbringungsmöglichkeiten für Gruppen und Lager anbietet, namentlich für Kurse des Programms Jugend+Sport. 2019 betrug der Aufwand bei 2 VZÄ 5 730 990 Franken und der Aufwandüberschuss 1 001 007 Franken, 2021 stieg der Aufwand auf 4 225 756 Franken, während der Aufwandüberschuss auf 763 323 Franken sank. Die VZÄ stiegen auf 2,2 im Jahr 2020 und auf 2,25 im Jahr 2022. 2022 wird ein Aufwand von 5 260 650 Franken erwartet, während der Aufwandüberschuss 314 650 Franken betragen dürfte. Investitionen im Umfang von 22,9 Millionen Franken wurden bereits teilweise angestossen und werden in den nächsten Jahren weitergeführt, um die Attraktivität der Anlagen zu verbessern.

Alle Freiburger Gemeinden zusammen haben 2019 für den Sport insgesamt 19 611 710 Franken erhalten, einschliesslich CHF 16 007 809.44 für die Sportanlagen (durchschnittliche

Ausgaben von Fr. 60.99 pro Einwohner/in). Der Staat beteiligt sich mit den Subventionen an Schulbauten (Sporthallen) an der Finanzierung dieser Anlagen. Überdies gewährt er Subventionen für den Bau von Schwimmbädern von kantonaler oder nationaler Bedeutung. Für Schwimmbäder von kantonaler Bedeutung investiert der Staat in den nächsten 4 Jahren 19 Millionen Franken. Der Gesamtbeitrag des Staates an den Bau der Schwimmbäder beläuft sich auf über 40 Millionen Franken. Außerdem leistet der Staat einen Beitrag an den Unterhalt und die Instandsetzung des St-Léonard-Stadions. Der Voranschlag 2023 des Staates enthält zu diesem Zweck einen Betrag von 3 Millionen Franken für die Nachbesserung der Anlage. Zu diesem Betrag kommen die jährlichen Betriebskosten des Stadions (230 000 Franken/Jahr) hinzu. Der Freiburger Tourismusverband (FTV) unterstützt im Auftrag des Staates aktiv die Verbesserung des Mountainbike-Streckennetzes und die Kennzeichnung von Wanderwegen, die ebenfalls zur Sportentwicklung im Kanton beitragen.

Erwähnenswert ist weiter, dass der Staat die Renovation der Eissporthalle BCF Arena mit insgesamt 21 Millionen Franken unterstützt hat, um das Eishockey und die übrigen Eissportarten im Kanton zu fördern. Dies gilt auch für die Beiträge an Freiburger Seilbahnen, die in der Vergangenheit mit Hilfe einer gemischtwirtschaftlichen Gesellschaft geleistet wurden.

Im Jahr 2019 hat die LoRo-Sport den Freiburger Sport mit 3 046 817 Franken unterstützt (von 3 046 817 Franken, die von der LORO-Sport-Kommission verteilt wurden). Zudem wurden die Beiträge der Loterie Romande an den Sport 2021 erhöht, weil die LoRo ihre Gesetzgebung über den Mechanismus für die Verteilung ihrer Gewinne geändert hat. Der Kanton Freiburg erhält so für den Sport rund 600 000 Franken mehr pro Jahr.

Schliesslich hat das nationale Programm Jugend+Sport, das namentlich durch die Mitfinanzierung von Sportlagern und Sportkursen den Kinder- und Jugendsport fördert, im Kanton Freiburg einen Beitrag von 3 068 228 Franken im Jahr 2019 und 2 718 365 Franken im Jahr 2021 geleistet.

1.2. Allgemeiner Kontext der Kulturförderung

1.2.1. Auftrag

Kulturelle Aktivitäten und der Schutz des Kulturgutes fallen in erster Linie in den Bereich von **Vereinen und Privatpersonen**. Die öffentliche Hand übt im Rahmen der Zuständigkeiten, die ihr das Gesetz überträgt, eine unterstützende und initierende Rolle aus. Die öffentliche Finanzierung der Kultur ist in der Schweiz wie in vielen anderen Bereichen stark föderalistisch geprägt. Im Allgemeinen entfallen die höchsten Ausgaben auf die Gemeinden (49,2%), gefolgt von den Kantonen (39,7%) und dem Bund (11,2%) (BFS, 2019).

1.2.1.1. Bund

Der Bund hat den Auftrag, den Zusammenhalt und die kulturelle Vielfalt in der Schweiz zu stärken; ein vielfältiges und qualitativ hochstehendes Kulturangebot zu fördern; günstige Rahmenbedingungen für Kulturschaffende sowie für kulturelle Institutionen und Organisationen zu schaffen; der Bevölkerung den Zugang zur Kultur zu ermöglichen und zu erleichtern; das schweizerische Kulturschaffen im Ausland bekannt zu machen. Der Bund ergänzt in seinem Zuständigkeitsbereich die kulturpolitischen Aktivitäten der Kantone, Städte und Gemeinden (KFG, Art. 3 und 4, SR 442.1). Die Kulturförderung auf nationaler und internationaler Ebene ist hauptsächlich Aufgabe des Bundesamtes für Kultur (BAK) und von Pro Helvetia.

1.2.1.2. Interkantonale Zusammenarbeit

Die Kantone arbeiten auf politischer (Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK) und operativer Ebene (Konferenz der kantonalen Kulturbeauftragten

KBK) zusammen und haben namentlich in der Westschweiz gemeinsame Förderprogramme entwickelt (z. B. die *Foundation romande pour la chanson et les musiques actuelles* FCMA, die *Fondation romande pour le cinéma Cinéforum*, die *Commission romande de diffusion des spectacles Corodis* usw.). Projekte von interkantonaler Bedeutung können so besser unterstützt werden.

1.2.1.3. Staat Freiburg, Gemeindeverbände und Gemeinden

Die Freiburger Verfassung sieht vor, dass Staat und Gemeinden das kulturelle Leben in seiner Vielfalt sowie das künstlerische Schaffen fördern und unterstützen. Sie fördert die Zusammenarbeit und den kulturellen Austausch zwischen den Regionen des Kantons und darüber hinaus (Art. 79 Abs. 1 und 2 KV). Das Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (KAG, SGF 480.1) von 1991 und das dazugehörige Reglement (KAR, SGF 480.11) unterscheiden wie folgt zwischen Aufgaben des Staates, der Gemeinden und der Gemeindeverbände (Tabelle 1).

Tabelle 1: Rollenverteilung nach KAG

Rollenverteilung zwischen Kanton, Gemeindeverbänden und Gemeinden im Bereich der Kulturförderung im Kanton Freiburg

	Rolle des Kantons	Rolle der Gemeindeverbände	Rolle der Gemeinden
Grundsätze im kantonalen Gesetz	<p>Der Kanton setzt sich für die Kulturförderung ein, wobei er hauptsächlich auf dem Gebiet des Kulturschaffens tätig ist (= Herstellung kultureller Produktionen).</p> <p>Der Kanton unterstützt kulturelle Veranstaltungen subsidiär.</p>	<p>Die Oberamtsperson unterstützt die Förderung kultureller Veranstaltungen in seinem Bezirk und setzt sich für die Zusammenarbeit unter den Gemeinden ein.</p> <p>Bei der Durchführung regionaler Projekte arbeiten benachbarte Gemeinden eng zusammen.</p>	<p>Die Gemeinde beteiligt sich an der Kulturförderung, in erster Linie durch die Unterstützung kultureller Veranstaltungen (= Verbreitung kultureller Produktionen).</p> <p>Die Gemeinde unterstützt das Kulturschaffen subsidiär.</p>
Prioritär	<p>Der Kanton unterstützt das professionelle Kulturschaffen unter der Voraussetzung, dass die betreffende(n) Gebietskörperschaft(en) einen direkten oder indirekten finanziellen Beitrag leistet(n).</p> <p>(Mit einem indirekten finanziellen Beitrag ist die Gewährung einer Subvention an den Ort des Kulturschaffens gemeint.)</p>	<p>Die Gemeindeverbände unterstützen professionelle Kulturveranstalter von anerkannter regionaler Bedeutung.</p> <p>Sie unterstützen professionelle kulturelle Veranstaltungsorte von anerkannter regionaler Bedeutung.</p> <p>Sie beteiligen sich über die Veranstalter und Veranstaltungsstätten an den Betriebs- und Produktionskosten professioneller Ensembles.</p>	<p>Die Gemeinde unterstützt das nicht-professionelle (oder Amateur-)Kulturschaffen auf ihrem Gebiet.</p> <p>Sie unterstützt örtliche kulturelle Einrichtungen wie Bibliotheken, Ludotheken, Freizeitzentren usw.</p> <p>Sie unterstützt örtliche Vereinigungen, darunter Blasmusiken und Musikgesellschaften, Theatergruppen und Laienchöre usw.</p>
Subsidiär	<p>Der Kanton kann Veranstaltungen unterstützen, sofern sie eine überregionale Ausstrahlung haben.</p>	<p>Die Gemeindeverbände können sich subsidiär zum Kanton an den Organisationskosten professioneller Ensembles beteiligen, die ihre Werke an einem Ort von regionaler Bedeutung aufführen, sofern dieses Schauspiel nicht Teil des ordentlichen Programms der Veranstaltungsstätte ist.</p>	<p>Die Gemeinde kann professionelle kulturelle Veranstalter oder Veranstaltungsstätten auf ihrem Gebiet unterstützen.</p> <p>Sie kann sich an den Kosten professioneller Kulturproduktionen beteiligen, z. B. wenn es sich um eine Premiere handelt, die auf ihrem Gebiet stattfindet.</p>

Quelle: Bericht 2017-DICS-33 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Kantonale Subventionen für die Kultur, 30. Mai 2017, Tabelle S. 3. Der hier verwendete Begriff der Subsidiarität bedeutet, dass der maximale finanzielle Beitrag geringer sein muss als der Beitrag des Gemeinwesens, das die Aufgabe prioritär erfüllt, nicht aber, dass sich das subsidiäre Gemeinwesen nicht beteiligen darf, sei es finanziell oder in Form von Leistungen zur Begleitung kultureller Projekte oder Einrichtungen.

1.2.1.4. Die Loterie Romande (LoRo)

Die LoRo spielt bei der Finanzierung der Kultur in unserem Kanton eine wichtige Rolle, weil sie ihre gesamten Gewinne an gemeinnützige Verbände aus verschiedenen Bereichen ausschüttet, namentlich an solche aus den Bereichen Kultur, Soziales und Sport. Um bei der Kulturförderung eine gute Koordination zu gewährleisten, ist die LoRo-Sport mit Vereinbarungen an den Staat Freiburg gebunden. Für Projekte von interkantonaler Bedeutung besteht in der Westschweiz zudem ein gemeinsamer Finanztopf.

1.2.2. Strategische Ziele des Staates Freiburg

Im Jahr 2017 ermittelte der Staatsrat für den Kanton Freiburg in der Kulturförderung fünf Hauptherausforderungen¹:

> **Schaffen, bekanntmachen und verbreiten**

Die Kulturfördermassnahmen und Schaffensbeiträge optimieren, den Austausch und die Verbreitung verstärken.

> **Innovativ sein**

Kunst und Kreativwirtschaft sollten besser interagieren, den wirtschaftlichen Einfluss der Kultur stärken.

> **Eine Kultur im Austausch**

Konsolidierung der Massnahmen zur Kulturvermittlung und Kultursensibilisierung in den kulturellen Institutionen, um das soziale Wohlbefinden und den sozialen Zusammenhalt zu fördern. Dabei gilt es insbesondere, die Kultursensibilisierung von Kindern und Jugendlichen zu verbessern.

> **Drei Modellprojekte für die kantonalen kulturellen Institutionen**

Es stehen drei grosse Investitionsvorhaben an: der Ausbau der Kantons- und Universitätsbibliothek, die Verlegung des Naturhistorischen Museums und die Schaffung des interinstitutionellen Lagers für Kulturgüter (SIC).

> **Freiburg, ein Kulturrbaum**

Die Ausstrahlung der Freiburger Kultur fördern und die Koordination unter den Kulturanbietern verbessern, sowohl auf kantonaler als auch auf nationaler Ebene.

Das Amt für Kultur (KA) ist für die Umsetzung dieser Strategie zuständig.

1.2.3. Finanzielle Mittel des Kantons Freiburg

Der Bruttoaufwand des Staates Freiburg für das zuständige kantonale Amt (KA) und die kulturellen Institutionen des Staates (Kantons- und Universitätsbibliothek KUB, Konservatorium Freiburg KF, Museum für Kunst und Geschichte

Freiburg MAHF, Naturhistorisches Museum MHN) belaufen sich auf 49 270 401 Franken (Staatsrechnung 2019, für die ordentliche Tätigkeit repräsentatives Jahr, da vor der COVID-19-Pandemie). Darin enthalten sind die kantonalen Subventionen für die Kulturförderung gemäss KAG in der Höhe von 4 101 095 Franken (2019).

Im Jahr 2019 beschäftigte das KA 3,3 VZÄ (+1 VZÄ Praktikant/in). Die Rechnung des KA wies für 2019 einen Aufwand von 8 975 337 Franken und einen Ertrag von 3 587 320 Franken aus, was einen Aufwandsaldo von 5 388 017 Franken ergab.

In der Erfolgsrechnung 2021 des KA stehen 11 785 803 Franken Aufwand 6 700 331 Franken Ertrag gegenüber, was eine Differenz von -5 085 472 Franken ergibt. Im Jahr 2021 beschäftigt das KA 3,85 VZÄ (+1 VZÄ Praktikant). Aufwand und Ertrag können von Jahr zu Jahr stark schwanken. Grund dafür sind Faktoren, die sich nicht auf die konkreten Leistungen für die Jugend auswirken (z. B. Abschreibung von Investitionsbeiträgen, Erträge aus den Lotteriefonds, Entnahmen aus Rückstellungen usw.).

Das Gesamtbudget 2022 des KA weist 7 308 210 Franken Aufwand und 1 715 000 Franken Ertrag aus, was eine Differenz von -5 593 210 Franken ergibt. Im Jahr 2022 beschäftigt das KA 3,8 VZÄ (+1 VZÄ Praktikant/in).

Alle Freiburger Gemeinden zusammen haben 2019 für die Kultur insgesamt 26 254 463 Franken erhalten (durchschnittliche Ausgaben von Fr. 81.65 pro Einwohner/in). Obwohl es aufgrund der teilweise uneinheitlichen Buchführungspraxis schwierig ist, die Zahlen genau zu analysieren, lässt sich doch feststellen, dass sich die Kulturförderung häufig proportional zur Grösse der Gemeinden und zu den Auswirkungen der Urbanisierung auf die kulturellen Aktivitäten verhält.

Im Jahr 2019 hat die LoRo die Kultur im Kanton Freiburg mit 8 518 280 Franken unterstützt (von 19 802 308 Franken, die vom Verteilorgan Soziales/Kultur verteilt wurden).

Neben den Betriebskosten investiert der Staat Freiburg viel in die Einrichtungen der kulturellen Institutionen und ermöglicht ihnen so, ihr Kulturangebot zur Geltung zu bringen. Hier verdienen vor allem drei laufende Grossprojekte Erwähnung, die noch in diesem Jahrzehnt abgeschlossen werden sollten: die Renovation und Vergrösserung der KUB, der Umzug des NHM in ein neues Gebäude und das interinstitutionelle Lager für Kulturgüter und die mit den staatlichen Sammlungen verbundenen indirekten Kosten. Die finanziellen Mittel, die für diese Grossprojekte eingesetzt wurden und werden, übersteigen 200 Millionen Franken. Der grösste Teil davon ist dem Bereich Kultur anzurechnen.

¹ Bericht 2017-DICS-33 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2015-GC-19 Pierre Mauron/Eric Collomb – Kantonale Subventionen für die Kultur, 30. Mai 2017, Tabelle S. 14–15.

1.3. Zusammenfassung: Allgemeiner Kontext der Sport- und Kulturförderung

Die Verantwortlichkeiten der institutionellen Ebenen fallen bei der Förderung der beiden Bereiche Sport und Kultur unterschiedlich aus (Tabelle 2). Sportliche und kulturelle Aktivitäten erhalten beide grosse Unterstützung von Vereinen und Privatpersonen. Was die öffentliche Unterstützung betrifft, wird der Sport in erster Linie von Bund und Kantonen gefördert, während in der Kultur die Kantone und Gemeinden und in geringerem Masse der Bund diese Rolle übernehmen.

Die Gemeinden übernehmen einen Grossteil der Sportförderung mit der Erfüllung ihrer gesetzlichen Pflichten in der Bildung, namentlich im Bereich der Sportanlagen. Die Förderung von Sportklubs und von «Sport für alle» wird von Vereinen und Privatpersonen unterstützt, die Förderung des Kulturschaffens in erster Linie vom Kanton und die Förderung von Kulturinstitutionen und kulturellen Veranstaltungen von den Gemeinden. Diese Unterschiede erschweren Vergleiche zwischen Sport und Kultur.

Tableau 2: Sport und Kultur: gesetzl. Verantwortlichkeiten der verschiedenen institutionellen Ebenen
Sport im Kanton Freiburg: Verantwortlichkeiten der verschiedenen institutionellen Ebenen

Sport	Jugend + Sport (J+S)	Sportförderung bei Vereinen	Förderung von «Sport für alle»	Schulsport
Vereine und Privatpersonen	+	+++	+++	+
Bund	+++	+	+	+
Interkantonal	++	+	+	++
LoRo-Sport	+	+++	+++	++
Kanton (Staat)	++	+++	+++	+++
Gemeindeverbände	+	+	+	++
Gemeinden	+	++	++	+++

+++: prioritäre Verantwortlichkeit (> 50%)

++: subsidiäre Verantwortlichkeit (< 50%)

+: geringe Verantwortlichkeit

-: keine Verantwortlichkeit

Kultur im Kanton Freiburg: Verantwortlichkeiten der verschiedenen institutionellen Ebenen

Kultur	Förderung des Kulturschaffens	Förderung kultureller Veranstaltungen	Kulturelle Infrastrukturen	Förderung der kulturellen Praxis bei Kindern und Jugendlichen
Vereine und Privatpersonen	++	++	-	++
Bund	++	+	+	+
Interkantonal	+	+	-	+
LoRo	++	++	++	++
Kanton (Staat)	+++	++	+++	+++
Gemeindeverbände	++	+++	+++	++
Gemeinden	++	+++	+++	+++

+++: prioritäre Verantwortlichkeit (> 50%)

++: subsidiäre Verantwortlichkeit (< 50%)

+: geringe Verantwortlichkeit

-: keine Verantwortlichkeit

2. Kinder- und Jugendförderung

2.1. Allgemeine Förderung ausserschulischer Aktivitäten für Kinder und Jugendliche

Gemäss dem kantonalen Jugendgesetz vom Mai 2006 sind die Gemeinden für die Entwicklung der allgemeinen Aktivitäten für Kinder und Jugendliche verantwortlich. Der Staat Freiburg ist seinerseits verantwortlich für die Entwicklung der Jugendpolitik in Zusammenarbeit mit den Gemeinden und den betroffenen Akteuren aus dem Vereinswesen. Das Jugendgesetz hat zum Zweck, günstige Voraussetzungen für eine harmonische Entwicklung der Kinder und Jugendlichen zu fördern und dabei die Chancengleichheit zu beachten, die soziale und politische Integration Jugendlicher zu fördern sowie Projekte, die die Kinder und Jugendlichen interessieren oder von ihnen konzipiert werden, zu koordinieren und zu unterstützen. Die Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung (FKJF), die dem Jugendamt (JA) der GSD angegliedert ist, hat die Aufgabe, die Entwicklung der kommunalen Jugendpolitik finanziell zu unterstützen.

Die FKJF setzt ihre Subvention von 190 000 Franken/Jahr für die direkte oder indirekte Unterstützung von ausserschulischen Jugendaktivitäten aller Art ein. Unterstützt werden in gleichem Umfang kulturelle, soziokulturelle, künstlerische und sportliche Aktivitäten. Die Subventionierung erfolgt über die verschiedenen Unterstützungsprogramme der FKJF zur Entwicklung der kommunalen Jugendpolitik und über die Unterstützung der kantonsweiten Projekte, die vom Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen Frisbee durchgeführt werden. Die FKJF verfügt über 2,5 VZÄ und zwei Praktikumsstellen, unter anderem damit sich mehr Kinder und Jugendliche beteiligen können.

Als Reaktion auf die Schwierigkeiten, mit denen Jugendliche nach der Covid-19-Pandemie zu kämpfen haben, wurden im Unterstützungsplan für die Jugend Freiburg zehn Sofortmassnahmen beschlossen, von denen eine Jugendfeste mit 50 000 Franken/Jahr unterstützt und eine andere in den Jahren 2022 und 2023 Jugendprojekte in den Bereichen Sport, Kultur o. ä. mit 30 000 Franken/Jahr fördert.

2.1.1. Kantonale Programme FriTime und FriTime Piccolo

Die Fachstelle für Kinder- und Jugendförderung (FKJF) hat in Zusammenarbeit mit dem Amt für Sport und dem Amt für Gesundheit das kantonale Programm FriTime entwickelt, mit dem vor- und ausserschulische Aktivitäten unter anderem in den Bereichen Sport, Kultur und Kunst gefördert werden. Gemeinden, die ihre kostenlosen und allgemein zugänglichen Freizeitangebote für Kinder und Jugendliche in Sport und Kultur ausbauen wollen, erhalten eine Subvention von 8000 Franken verteilt auf 4 Jahre. Die Gemeinden können zusätzliche Hilfen beantragen, um ein Projekt dauerhaft zu

verankern oder das Programm FriTime «Piccolo» für Kinder unter 6 Jahren umzusetzen. Insgesamt setzt die FKJF für die Entwicklung von FriTime-Projekten in den Gemeinden über zehn Jahre 180 000 Franken/Jahr ein. Diese Massnahme ist Teil des Aktionsplans «I mache mit!».

2.1.2. Kantonale Unterstützung von Gemeindeprojekten zur Öffnung von Sport- oder Mehrzweckhallen

Im Rahmen des obgenannten Aktionsplans unterstützt die FKJF auch Gemeinden, die Sport- oder Mehrzweckhallen für Kinder und Jugendliche öffnen wollen, mit einer einmaligen Subvention von 10 000 Franken pro Projekt. Diese niedrigschwellige Projekte geben Kindern und Jugendlichen, die keinem Sportklub oder Kulturverein beitreten können, die Möglichkeit, sich in einem sicheren Rahmen (ohne Alkohol) zu treffen, sich zu bewegen und eine sportliche, kulturelle oder künstlerische Aktivität kennenzulernen. Die FKJF hat über einen Zeitraum von 13 Jahren insgesamt 124 000 Franken für verschiedene Gemeindeprojekte zur Öffnung von Sport- und Mehrzweckhallen eingesetzt.

Wie im Kapitel zu den strategischen Zielen ausgeführt wurde, haben die Sportpolitik und die Kulturpolitik des Staats Freiburg auch zum Ziel, die Sensibilisierung, Teilhabe und Praxis aller Einwohnerinnen und Einwohner und insbesondere jene der Kinder und Jugendlichen in diesen Bereichen zu fördern. Die folgenden Ausführungen konzentrieren sich auf die Jugend. Überdies beschränken sie sich auf die Unterstützung des Kantons. Tatsächlich ist es nicht möglich, die Unterstützung der Gemeinden und der LoRo, die ausschliesslich der Jugend zugutekommt, zu beziffern. Es werden jedoch einige Beispiele aufgeführt.

2.2. Sportförderung bei Kindern und Jugendlichen

Das Budget des SpA konzentriert sich im Wesentlichen auf zwei Mittel zur Förderung von Sport und Bewegung bei Kindern und Jugendlichen: die Förderung des fakultativen Schulsports und das Programm Jugend+Sport.

2.2.1. Zugang zum Sport/Sensibilisierung aller Kinder und Jugendlichen

2.2.1.1. Schulische Unterstützung für sportliche Aktivitäten von Kindern und Jugendlichen

2.2.1.1.1. Obligatorische Schule und Schule der Sekundarstufe II

> Lernziele:

Obligatorische Schule (HarmoS) und nachobligatorische Schule (Sekundarstufe II): Die Hauptziele des Turn- und Sportunterrichts betreffen gemäss Westschweizer Lehrplan (Plan d'études romand PER) Kenntnisse über den Körper, die Entwicklung körperlicher und motorischer Ressourcen und die Erhaltung der Gesundheit. Der Lehrplan21 (LP21, deutschsprachige Schulen) führt die in den Bezugsnormen definierten Kompetenzen auf, nämlich Wissen, Können und Wollen.

In den 11 Harmos-Schuljahren hat jede Klasse insgesamt 27–31 Wochenlektionen Sport (Gesamtzahl über 11 Jahre), das heisst 1–2 Lektionen pro Woche in der 1H + 2H und 3 Lektionen ab der 3H.

> Personalressourcen (in VZÄ):

Die Lehrpläne der obligatorischen Schule legen für den Bereich «Bewegung und Sport» Lerninhalte und Lernziele fest. Ab der 3H entspricht der Personalbestand für den Turn- und Sportunterricht den von der Bundesgesetzgebung vorgeschriebenen drei Wochenlektionen. Die Stundentafeln und die erforderlichen Ressourcen (VZÄ) lassen sich erst ab der Orientierungsschule tatsächlich vergleichen. Eine Schätzung aufgrund der Zahlen des Schuljahres 2020/21 ergibt für die Sekundarstufe I der beiden Sprachregionen des Kantons insgesamt 63 VZÄ für die Bewegungs- und Sporterziehung.

Der Personalbestand lässt sich auch für die allgemeinbildende Sekundarstufe II schätzen. Gestützt auf die *kantonalen Lehrpläne* wird der Bestand für die Bewegungs- und Sporterziehung auf 27 VZÄ geschätzt.

Dies ergibt für die Sekundarstufe I und für die allgemeinbildende Sekundarstufe II ein Total von 90 VZÄ für die Bewegungs- und Sporterziehung.

Bei der *Berufsbildung* ist der Sport in Art. 52 der Bundesverordnung über die Förderung von Sport und Bewegung (Sportförderungsverordnung, SpoFöV, SR 415.01; s. Auszug unten) geregelt. Demnach umfasst der Sportunterricht bei weniger als 520 Jahreslektionen mindestens 40 Jahreslektionen und bei 520 Jahreslektionen oder mehr 80 Jahreslektionen. Dies entspricht einer Sportlektion pro Schultag an der Berufsfachschule. Da die Sportanlagen dafür nicht ausreichen, werden für manche Klassen Sporttage organisiert. Auf der berufsbildenden Sekun-

darstufe II werden dafür 15,03 VZÄ eingesetzt (14,06 für das BBA und 0,97 für das LIG).

> Frei- und Wahlfächer:

Die Hauptziele des freiwilligen Schulsports bestehen darin, Schülerinnen und Schülern die Möglichkeit zu bieten, sich während der Woche vermehrt zu bewegen und sportlich zu betätigen, sowie den Schülerinnen und Schülern – namentlich jenen, die sozial wenig integriert sind – Zugang zum Sport- und Bewegungsangebot ausserhalb der Schulzeiten zu verschaffen. So erleichtert der freiwillige Schulsport das Entdecken neuer Sportarten und schafft eine Brücke zwischen Schule und Sportklubs. Der freiwillige Schulsport wird von den Schulen organisiert. Das SpA fördert den Aufbau eines grossen, vielfältigen Angebots, indem es die Durchführung von Kursen mit 270 000 Franken aus den Lotterie-Fonds unterstützt. Die Freifächer werden demnach zu 50% von den Gemeinden, zu 25% vom kantonalen Sportfonds und zu 25% von LoRo-Sport finanziert (je nach Organisation sind auch J+S-Subventionen möglich). Im Schuljahr 2018/19 wurden im Rahmen des freiwilligen Schulsports 107 Schulsportlager mit 8210 Schülerinnen und Schülern, 59 Landeschulwochen mit 2881 Jugendlichen und 202 Freifächer für 6754 Schülerinnen und Schüler durchgeführt.

Alle *Primarschulen und Schulen der Sekundarstufe I (obligatorische Schule)* können nach Wahl verschiedene Freifächer anbieten. Die Sport-Wahlfächer der Sekundarstufe I und II sind noch ausbaufähig.

Die *Schulen der Sekundarstufe II* (Gymnasien, Fachmittelschulen, Vollzeit-Handelsmittelschulen) sind nach Sprache unterteilt (Französisch und Deutsch). In ihren Stundentafeln sind ebenfalls freiwillige sportliche Aktivitäten vorgesehen, die jährlich insgesamt 27 VZÄ ausmachen.

Neben dem Unterricht nach Stundentafel bieten die Schulen der Sekundarstufe II (Fachmittelschulen und Berufsschulen) namentlich die folgenden sportlichen Aktivitäten an:

- Freiwillige Sportfächer (nur Fachmittelschulen)
- Sporttage
- Sportlager
- Mittelschulmeisterschaften (nur Fachmittelschulen)

2.2.1.1.2. Schulturniere

Das SpA fördert und unterstützt Sportturniere auf allen Stufen. Zudem nehmen jedes Jahr zahlreiche Teams am Schweizerischen Schulsporttag teil, der übrigens 2017 in Freiburg stattfand.

Die Organisation und die Teilnahme der Schülerinnen und Schüler sind Sache der Schulen und werden zuweilen vom fakultativen Schulsport unterstützt. Das SpA übernimmt die Koordination mit dem Verein REPER, der an diesen Turnie-

ren für die Prävention nach den Grundsätzen des Bundesprogramms «cool and clean» zuständig ist.

2.2.2. Talentförderung

2.2.2.1. Jugend+Sport (J+S)

Das Sportförderprogramm des Bundes Jugend+Sport (J+S) wird auf kantonaler Ebene vom SpA geleitet. Ziel von J+S ist es, altersgerechte Sportangebote für Kinder und Jugendliche (5–20 Jahre) zu fördern, ihre Integration über den Sport zu unterstützen und zu ihrer Entwicklung und Entfaltung beizutragen. Dabei stützt sich J+S auf drei Säulen der Sportförderung: Bundesbeiträge für J+S-Sportangebote für Kinder und Jugendliche, Aus- und Weiterbildung der Leiterinnen und Leiter, Expertinnen und Experten und Coachs sowie Leihmaterial für Kurse und Lager sowie für die Aus- und Weiterbildung. Im Jahr 2019 organisierte das SpA gemeinsam mit 168 Expertinnen und Experten 27 Ausbildungskurse und 32 Weiterbildungskurse für J+S-Leiterinnen und -Leiter. Auf diese Weise unterstützte der Bund die sportliche Betätigung von 41 344 Kindern und Jugendlichen.

Das Programm bietet den Leiterinnen und Leitern eine hochwertige Aus- und Weiterbildung. Alle J+S-Aktivitäten werden zudem finanziell unterstützt, damit die Vereine nachhaltige und altersgerechte Kurse und Lager anbieten und so Sport und Bewegung im Kindes- und Jugendalter unterstützen können. Der Kanton nimmt für die J+S-Kader verschiedene Schulungsaufgaben wahr, organisiert Lager für Kinder und Jugendliche, kümmert sich um die Administration der Aus- und Weiterbildung und der Bundesbeiträge und sorgt für die Einhaltung der vereinbarten Regeln.

Für das Bundesprogramm J+S werden beim SpA 3,6 VZÄ eingesetzt (Stand 29. April 2021). Im Jahr 2019 beteiligte sich der Staat Freiburg mit 33 707 Franken an den J+S-Sportangeboten. Der Bund unterstützte die Freiburger Sportvereine seinerseits mit 2 991 688 Franken.

2.2.2.2. Förderung von Nachwuchsleiterinnen und -leitern

Das Amt für Sport hat mit Unterstützung des Vereins REPER die Ausbildung *1418coach* lanciert, die Jugendliche von 14–18 Jahren dazu motiviert, freiwillige Leiterinnen und Leiter zu werden. Mit dieser Massnahme werden Sportvereine und -verbände dabei unterstützt, ein Team von Freiwilligen zu bilden und zu erhalten und eine Ausbildung für Hilfsleitende unter dem J+S-Alter anzubieten. Die mit Mitteln des SpA angebotene Ausbildung ist Teil der Massnahmen des Aktionsplans «I mache mit!», denn sie unterstützt die Jugendlichen in ihrer persönlichen Entwicklung und gibt ihnen die Möglichkeit, in den Klubs und Vereinen aktiv Verantwortung zu übernehmen. Außerdem ermutigt sie die

Jugendlichen, auch dann weiterhin in einem Verein Sport zu treiben, wenn sie nicht in den Spitzensport aufsteigen.

2.2.2.3. Leihmaterial

Um bestimmte Aktivitäten zugänglicher zu machen, bietet das SpA Schulen und Vereinen einen Verleihservice für Sportmaterial an.

2.2.2.4. Sportlager für Kinder und Jugendliche

Das SpA organisiert jeden Sommer kantonale J+S-Lager für junge Freiburgerinnen und Freiburger im Alter von 8 bis 18 Jahren. Das Angebot umfasst sechs Lager, die immer ausgebucht sind und an denen rund 350 Kinder und Jugendliche teilnehmen (3 Polysport-Lager, Bergsteigen/Klettern, Kanufahren und Schwimmen). Im Jahr 2019 steuerte J+S 17 973 Franken zum Gesamtbudget des SpA von 147 624 Franken bei und der Ertrag aus den Teilnahmegebühren betrug 74 440 Franken.

2.2.2.5. Präventionsprogramm «cool and clean»

Swiss Olympic setzt sich mit dem nationalen Präventionsprogramm «cool and clean» für erfolgreichen, fairen und sauberen Sport ein. Bei allen Aktivitäten, die Gesundheitsförderung und Prävention im Sport miteinander verbinden, arbeitet das SpA mit dem Verein REPER zusammen. So gehören bei Schulturnieren und bei J+S-Aus- und Weiterbildungen auch Beiträge von REPER zum Programm. Swiss Olympic übernimmt 20% der Lohnkosten der Person, die bei REPER für «cool and clean» zuständig ist.

2.2.2.6. Sport-Kunst-Ausbildung (SKA)

Das Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) ermöglichte 2022/23 438 Talente (272 in der Kategorie «SKA», 137 in der Kategorie «Espoir» und 29 in der Kategorie «Ausserkantonal»), ihre schulische Ausbildung bestmöglich mit der Ausübung einer Kunst oder eines Sports auf hohem Niveau zu vereinbaren. Das SpA verfügt über 0,5 VZÄ für die Verwaltung der Kunst- und Sportdossiers des Programms und wendet sich bei Bedarf an das KA. Das SKA-Programm wurde 2017 in einem Bericht des Staatsrats vorgestellt und war 2019 Gegenstand eines Berichts des Staatsrats¹. Im Schuljahr 2022/23 profitierten vom Programm 188 Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufe I, 172 auf der allgemeinbildenden Sekundarstufe II und 40 auf der berufsbildenden Sekundarstufe II. Die Sportförderung und die Unterstützung junger Sport- und Kunsttalente wurden in mehreren Analysen eingehend untersucht. EKSD und VWD haben am 1. August

¹ Bericht 2019-DICS-5 des Staatsrats an den Grossen Rat zum Postulat 2017-GC-38 Romain Collaud, Gabriele Bourguet «Konzept Sport-Kunst-Ausbildung» und zum Postulat 2017-GC-51 Philippe Savoy, Laurent Dietrich «Konzept Sport-Kunst-Ausbildung», 19. Februar 2019.

2021 neue SKA-Richtlinien in Kraft gesetzt, mit denen die Vereinbarung von Sport und Kunst auf hohem Niveau mit den verschiedenen Schul- und Berufsausbildungen noch besser gelingen soll. Auch die Berufsschulen passen ihre Lehrpläne an, damit Jugendliche, die vom Programm Sport-Kunst-Ausbildung (SKA) profitieren, ihre Doppelausbildung (Sport/Kunst + Lehre) erfolgreich absolvieren können. Auch die Ausbildungsbetriebe sind aufgefordert, die praktische Ausbildung im Betrieb anzupassen.

2.2.2.7. Weiterbildung

Das SpA entwickelt in Zusammenarbeit mit der Pädagogischen Hochschule (PH) und dem Freiburger Verband für Bewegung und Sport in der Schule (FVBSS) die Weiterbildung für Lehrpersonen in Turn- und Sportunterricht. Die Pädagogische Hochschule (PH) hat den Auftrag, den Lehrkräften diese Kurse anzubieten. Die Universität Freiburg bietet einen Studiengang in Sport- und Bewegungswissenschaften an. Dabei arbeitet sie mit der Eidgenössischen Hochschule für Sport Magglingen (EHSM) zusammen, die Aus- und Weiterbildungen in den Bereichen Lehre sowie Gesundheit und Forschung anbietet.

Das SpA fördert die pädagogische Unterstützung durch Spezialistinnen und Spezialisten, die bei den Generalistinnen und Generalisten der Primarschule zum Einsatz kommen. Das SpA berät die Lehrkräfte und entwickelt Richtlinien als Rahmen für bestimmte Aktivitäten.

2.2.2.8. Unterstützung für junge Berufstätige, Anerkennungen und Preise

Bisher bietet der Staat Freiburg jungen Sporttalenten keine Stipendien oder andere derartige Hilfen an. Die kantonale Sportkommission kann gemäss SportG jedes Jahr junge Sportlerinnen und Sportler mit dem *Förderpreis* in der Höhe von insgesamt 2000 Franken belohnen. Der *Sportpreis des Staates Freiburg* zeichnet besonders markante Personen in der Welt des Freiburger Sports aus, ist mit 5000 Franken dotiert und wird vom Staatsrat auf Vorschlag der kantonalen Sportkommission verliehen. Die betreffenden Beträge (7000 Franken) stammen aus dem kantonalen Sportfonds.

2.2.2.9. Unterstützung von Vereinen und Einzelpersonen

Das SpA muss die Entwicklung von Bewegung und Sport auch im Privatsektor fördern.

> Wirtschaft und Netzwerkentwicklung:

Als Hilfe für die Sportvereine und -verbände unterstützt das SpA den FVS (*Freiburgischer Verband für Sport*) namentlich bei der Umsetzung des Lehrgangs «Club Management».

> Nachhaltige Entwicklung der Gesellschaft:

Der Kanton betrachtet den Sport als Lernfeld für die nachhaltige Entwicklung der Gesellschaft, wobei das Gleichgewicht zwischen Ökologie, Ökonomie und der soziokulturellen Dimension gewahrt werden soll. Er berücksichtigt in seiner Sportpolitik die Bedürfnisse des Sports als Mittel zur Gemeinschaftsförderung.

2.2.2.10. Unterstützung der Einrichtungen für junge Talente

Sportanlagen und Bewegungsräume sind zentral, wenn es darum geht, Sport und Bewegung zu ermöglichen. Das SpA führt ein Inventar, berät und arbeitet aktiv mit den verschiedenen Partnern zusammen, um für die Zukunft eine gerechte Verteilung und wirtschaftliche Qualität dieser Einrichtungen zu gewährleisten. In den Jahren 1990–2000 subventionierte der Kanton mit Dekreten den Bau von offenen und überdachten Eisbahnen. Nachdem bei den Hallenbädern Mängel festgestellt worden waren, werden diese derzeit mit einer Subventionsverordnung unterstützt. Der Staat und die Gemeinden stellen Jugendliche unter 20 Jahren, die einer nicht-gewinnorientierten Organisation angehören, Sportanlagen kostenlos zur Verfügung.

Am 1. Januar 2019 hat das SpA die Gesamtverwaltung des *Campus Schwarzsee/Lac Noir* übernommen, nachdem der Campus von der SJD zur EKSD übergegangen war. Anfang 2022 erfolgte der Transfer in umgekehrter Richtung. Der Campus beherbergt Sportvereine, Blasmusiken, Chöre, Jugend- und Freizeitvereine sowie den Zivildienst und zuweilen auch die Armee. Seit der Übernahme des Campus durch das SpA hat die Belegung des Campus im Bereich Sport und Freizeit um 91% zugenommen.

2.3. Kulturförderung bei Kindern und Jugendlichen

2.3.1. Zugang zur Kultur/Sensibilisierung aller Kinder und Jugendlichen

2.3.1.1. Schulische Unterstützung für kulturelle Aktivitäten von Kindern und Jugendlichen

2.3.1.1.1. Obligatorische Schule und Schule der Sekundarstufe II

> Kulturelle Lernziele:

Obligatorische Schule: PER und Lehrplan 21 beinhalten beide einen Fachbereich Kunst, der unter anderem Bildnerisches Gestalten und Musik umfasst. Das Lernziel besteht darin, dass die Schülerinnen und Schüler visuelle, plastische und klangliche Ausdrucksformen erkunden und dabei technische und bildnerische Gestaltungsfähigkeiten entwickeln und musikalische Grundlagen erwerben.

Sekundarstufe II (Gymnasien, Fachmittelschulen, Handelsmittelschulen): In Übereinstimmung mit den Lernzielen des PER hat der Unterricht eine theoretische und praktische Auseinandersetzung mit Kunst und kulturellen Entwicklungen zum Ziel. Die Schülerinnen und Schüler werden dazu angeleitet, ihren eigenen Geschmack zu festigen und sich eine eigene Meinung zu bilden, diese von anderen zu unterscheiden, sie zu übertragen und in einer kreativen Arbeit auszudrücken. Das Lernziel besteht überdies darin, die Jugendlichen auf eine aktive Teilnahme am kulturellen Leben vorzubereiten.

> **Personalressourcen** (in VZÄ):

Die Lehrpläne der obligatorischen Schule legen für den Bereich «Kunst» Lerninhalte und Lernziele fest. Beim PER umfasst der Fachbereich «Kunst» die Fächer «Activités créatrices et manuelles ACM» (Technisches und Bildnerisches Gestalten) und Musik. Im LP21 heißen die Fächer Gestalten und Musik. Die Kantone übernehmen die Lernziele anschliessend in ihre Stundentafeln. Im Kanton Freiburg richten sich die Personalressourcen für die Kunst nach dem Alter der Schülerinnen und Schüler und – in der Orientierungsschule – nach dem Klassentypus. Bei den jüngsten Schülerinnen und Schülern müssen die Schulen die Gesamtpersonaldotation berücksichtigen, wobei sie für den Unterricht in den betreffenden Fächern über einen gewissen Spielraum verfügen. Die Stundentafeln und die erforderlichen Ressourcen (VZÄ) lassen sich ab der Orientierungsschule vergleichen. Eine Schätzung aufgrund der Zahlen des Schuljahres 2020/21 ergibt für die Sekundarstufe I der beiden Sprachregionen des Kantons insgesamt 76 VZÄ für die Fächer Gestalten und Musik.

Der Personalbestand lässt sich auch für die allgemeinbildende Sekundarstufe II schätzen. Gemäss den *kantonalen Lehrplänen* werden schätzungsweise 15 VZÄ für Gestalten und Musik aufgewendet.

Dies ergibt für die Sekundarstufe I und für die allgemeinbildende Sekundarstufe II ein Total von 91 VZÄ für die Fächer Gestalten und Musik.

> **Freifächer:**

In den Klassen der obligatorischen Schule gibt es keine genaue Liste der Freifächer. Jede Schule der Sekundarstufe I kann Freifächer anbieten. Die Finanzierung der Freifächer ist in der Personalausstattung der Orientierungsschulen eingerechnet. Auf der allgemeinbildenden Sekundarstufe II sind die Freifächer einheitlich.

2.3.1.1.2. Berufsschule

In den berufsspezifischen Ausbildungsverordnungen werden die Anforderungen des eigentlichen Berufs festgelegt. Daher bieten die berufsbildenden Schulen der Sekundarstufe II mit Ausnahme der gestalterischen Berufsausbildungen keine obligatorische kulturelle Ausbildung an.

2.3.1.1.3. Kultur & Schule

Kultur & Schule ist das Programm zur Kulturvermittlung und Kultursensibilisierung für die Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schule (1–11H) des Staates Freiburg. Kultur & Schule fördert die Entwicklung von hochwertigen Kulturvermittlungsangeboten und deren Verbreitung bei den Schulen. Es unterstützt einen gleichberechtigten Zugang zu Kulturvermittlungsangeboten für alle Schülerinnen und Schüler des Kantons Freiburg. Mit dem Programm sollen alle Klassen mindestens einmal pro Jahr ein Angebot ihrer Wahl zu einem günstigen Preis nutzen können. Das Programm übernimmt bis zur Hälfte der Kosten für die Veranstaltung (die andere Hälfte wird von der Schule getragen) und die Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel für die Reise an den Veranstaltungsort. Das Programm ermutigt Kulturanbieter, Programmpunkte für ein junges Publikum mit einem Kulturvermittlungsangebot anzubieten. Rund 27 000–34 000 von 42 000 Schülerinnen und Schülern, d. h. 60–70% der Bevölkerung zwischen 5 und 16 Jahren, nehmen am Programm Kultur & Schule teil (Schuljahre 2017/18 und 2018/19). Das Budget 2021 des Programms beläuft sich auf 620 000 Franken (finanziert durch den Staat, die Loterie Romande und eine Startspende der FKB).

2.3.1.2. Pilotprojekte

Der Kanton Freiburg ist bestrebt, seine Förderprogramme mit der Entwicklung von Pilotprojekten im Sinne seiner strategischen Ziele weiter zu verbessern (vgl. Kap. 1, Pkt. 1.1.2). Im Folgenden werden einige dieser Projekte vorgestellt:

Kulturagenten für kreative Schulen: Das von der Stiftung Mercator Schweiz initiierte Projekt ermöglicht den beteiligten Schulen, ihre Tätigkeiten auf dem Gebiet der kulturellen Bildung strategisch anzugehen und in die Schulentwicklung zu integrieren. Es unterstützt die Zusammenarbeit mit den Institutionen und Kulturanbietern und verankert diese langfristig. Am zweisprachigen Pilotprojekt sind die Kantone Freiburg, Bern und Wallis beteiligt. Die Fachmittelschule Freiburg (FMSF) und der Klassentyp FMS des Kollegiums des Südens in Bulle nehmen seit 2018 am Projekt teil.

2.3.1.3. KULTUR-GA

Das **Kultur-Generalabonnement** (früher 20 Jahre, 100 Franken) bietet Kindern und Jugendlichen bis 26 Jahre für 100 Franken freien Eintritt zu Tausenden von Veranstaltungen, Festivals, Shows, Konzerten, Filmclubs und Ausstellungen in Freiburg und in mehreren Nachbarkantonen. Das Angebot wird vom gemeinnützigen und nicht gewinnorientierten Verein Kultur-GA mit Sitz in Freiburg verwaltet. Der Jahresbeitrag des Kantons Freiburg beträgt 16 000 Franken und wird von der LoRo finanziert. Der Staat Freiburg ist Partner des Programms, an dem auch mehrere Gemeinden beteiligt sind.

2.3.1.4. Kulturelle Praxis und Kulturvermittlung für Kinder Jugendliche

Die vier kulturellen Institutionen des Kantons spielen bei der kulturellen Praxis, bei der Kulturvermittlung und bei der kulturellen Teilhabe von Kindern und Jugendlichen ebenfalls eine wichtige Rolle, da sich ihr Angebot regelmässig an Kinder und Jugendliche richtet.

- > Das *Konservatorium Freiburg (KF)*, dessen Angebot sich hauptsächlich an Kinder und Jugendliche richtet, hat den Auftrag, Musik, Tanz und Schauspiel auf Laien- und berufsvorbereitender Stufe zu unterrichten. Die öffentliche Finanzierung des KF erfolgt zur Hälfte durch den Staat und zur Hälfte durch die Gemeinden. Die Musiklehrerinnen und Musiklehrer haben den Status von Lehrpersonen der Sekundarstufe II. Neben dem Einzel- und Gruppenunterricht führt das KF derzeit verschiedene Pilotprojekte durch (z. B. Kammermusik, Young Jazz Ensemble, Eltern-Kind-Musikwerkstatt usw.), um so mit einem hochwertigen Kursangebot möglichst genau auf die aktuelle Nachfrage zu reagieren.
- > Das *Naturhistorische Museum (NHMF)* hat unter anderem den Auftrag, der Öffentlichkeit die Möglichkeit zu bieten, die Natur – insbesondere das Naturerbe des Kantons – im Licht der Naturwissenschaften kennenzulernen. Neben seiner Dauerausstellung zeigt das NHMF regelmässig Sonderausstellungen und verfügt über viele Informations- und Vermittlungsangebote zum Naturerbe, von denen sich die meisten an Schülerinnen und Schüler, Kinder und Jugendliche und Familien richten.
- > Auch das *Museum für Kunst und Geschichte Freiburg (MAHF)* präsentiert seine Sammlung in einer Dauerausstellung, bietet mit Sonderausstellungen und einem Aktivitätenprogramm einen Schlüssel zum Verständnis von Vergangenheit und Gegenwart und vermittelt der Öffentlichkeit so das Kunstschaffen. Es gibt ein eigenes Kinder- und Jugendprogramm, in dem beispielsweise besondere Workshops und Führungen angeboten werden.
- > Die *Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB)* stellt der Bevölkerung ihre dokumentarischen und elektronischen Ressourcen und ihre Sondersammlungen zur Verfügung. Kinder und Jugendliche unterstützt sie in Zusammenarbeit mit Schulen oder auch direkt als Nutzerinnen und Nutzer besonders beim Erwerb von Informationskompetenzen (Informationen finden, bearbeiten, verwalten). Der grösste Teil der Tätigkeit und des Budgets der KUB wird jedoch nicht für die Bildung von Kindern und Jugendlichen, sondern für die Arbeit von Studierenden, Lehrkräften sowie Forscherinnen und Forschern der Universität eingesetzt.

2.3.1.5. Übrige Massnahmen

Jugendliche können auch Angebote nutzen, die von der öffentlichen Hand unterstützt werden, aber nicht ausschliesslich für sie bestimmt sind, wie die *KulturLegi*, die finanziell Benachteiligten den Zugang zu Kultur-, Sport- und Bildungsangeboten erleichtert. Ebenfalls unterstützt werden punktuelle Initiativen wie das Programm *Lebendige Traditionen in Bildern – #tradifri*, welches das Amt für Kultur und das *Musée gruérien* 2016 lanciert haben, um die jungen Generationen über das immaterielle Kulturerbe Freiburgs zu befragen. Schliesslich sei noch erwähnt, dass die Loterie Romande auf Einladung des Staates Freiburg regelmässig Kulturvermittlungsangebote für Jugendliche unterstützt, die an kulturellen Veranstaltungen oder in einer Kultursaison stattfinden.

2.3.2. Talentförderung

2.3.2.1. Sport-Kunst-Ausbildung (SKA)

Das Förderprogramm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) erlaubt jungen Freiburger Talenten, ihre schulische Ausbildung mit der Ausübung eines Sports oder einer Kunst auf hohem Niveau zu vereinbaren. Im Bereich Kultur profitieren vor allem Schülerinnen und Schüler des berufsvorbereitenden Musik-, Tanz- und Schauspielunterrichts am KF vom SKA. Um Wiederholungen zu vermeiden, wird das SKA-System im Kapitel über den Sport (Kap. 2, Pkt. 2.1.2.5) vorgestellt.

2.3.2.2. Berufsvorbereitende Ausbildung

Die vom KF angebotene berufsvorbereitende Ausbildung bereitet auf das Musik-, Tanz- oder Schauspielstudium an einer Fachhochschule (FH) vor. Etwa 1% der Schülerinnen und Schüler des KF absolvieren diese Ausbildung. Dafür werden rund 3 der 110,53 VZÄ für Lehrpersonen eingesetzt.

2.3.2.3. Berufs- oder Tertiärausbildung

In der Berufsbildung gibt es keine eigentliche Talentförderung, aber die künstlerische Entwicklung ist über eine geregelte Berufsausbildung möglich. Die Musikhochschule HMS (Waadt, Wallis, Freiburg) betreibt im Kanton Freiburg einen Standort. Der Staat Freiburg beteiligt sich auch an den Ausbildungskosten von Freiburger Jugendlichen, die an einer anderen Schweizer Fachhochschule studieren. Außerdem beteiligt er sich an der Finanzierung der HES-SO, die zwei künstlerische Studiengänge führt. Für Design und bildende Kunst: die *Haute école d'art et de design – Genf (HEAD-Genève)*, die *HES-SO Valais-Wallis – Schule für Gestaltung und Hochschule für Kunst (EDHEA)* und die *Ecole cantonale d'art Lausanne (ECAL)*. Für Musik und darstellende Künste: die *Haute école de musique Genf (HEM-Genève)*, die *Haute*

Ecole de Musique HEMU (Waadt, Wallis, Freiburg) und die Schauspielschule *Manufacture – Haute Ecole romande des arts de la scène*. Der Staat Freiburg ist auch in den Stiftungsräten von HEMU und Manufacture vertreten.

2.3.2.4. Stipendien für Nachwuchskünstlerinnen und Nachwuchskünstler

Stipendien stehen Künstlerinnen und Künstlern zwar in ihrer gesamten Karriere offen, sie werden jedoch besonders häufig an junge Berufskünstlerinnen und Berufskünstler vergeben. Es handelt sich um Stipendien für künstlerische Recherchen und Aufenthalte im Künstleratelier (Paris, Berlin, Mobilität). Das Stipendium aus dem Fonds Pierre und Renée Glasson richtet sich an Musikerinnen und Musiker am Ende ihrer Berufsausbildung. Der Staat beteiligt sich ebenfalls mit Stipendien.

3. Vergleich und Ausblick

3.1. Schwieriger Vergleich

Neben ihrem spezifischen Nutzen für die Einzelperson, die sie ausübt, haben Sport und Kultur gemeinsam, dass sie die Lebensqualität sowie die physische und psychische Gesundheit der Bevölkerung steigern und gleichzeitig den sozialen Zusammenhalt stärken. Im Rahmen seiner Aufgaben hat der Staat ein System entwickelt, mit dem Sport und Kultur in der Bevölkerung gefördert und für alle zugänglicher

gemacht werden sollen, vor allem auch für die Jugend. Zu diesem Zweck entwickeln das SpA und das KA und auch die FKJF Programme für die Sensibilisierung, für die Nachwuchsförderung und für die Unterstützung von Projekten und Aktionen von Vereinen, die in diesen Bereichen tätig sind. Wie oben ausgeführt, nehmen die beiden Bereiche im Stundenplan einen ansehnlichen Platz ein und es werden Freifächern angeboten (vgl. Kap. 2). Bei der Talentförderung haben 29 Nachwuchskünstler/innen in den Bereichen Tanz und Musik den Status SKA erhalten, während es im Sport 243 Schüler/innen sind (2021/22).

Wie im ersten Teil dieses Berichts erwähnt, erweist es sich als schwierig, die Verantwortlichkeiten in den Bereichen Sport und Kultur auf den verschiedenen institutionellen Ebenen zu vergleichen. Die Personalressourcen in VZÄ, die für den Sport- und Kulturrettung bereitgestellt werden, liegen in der gleichen Größenordnung. Leider gibt es nur wenige Daten, mit denen ermittelt werden könnte, welche finanzielle Unterstützung Sport- und Kulturangebote für Kinder und Jugendliche von anderen Akteuren als dem Staat erhalten (die Daten von LoRo und Gemeinden unterscheiden z. B. nicht nach Altersgruppen). Überdies reichen die vorhandenen Zahlen zur Sensibilisierung von Kindern und Jugendlichen für Sport und Kultur und zur Nachwuchsförderung für einen aussagekräftigen Vergleich nicht aus.

In Tabelle 3 werden die verschiedenen Ebenen der staatlichen Unterstützung für Sport und Kultur dargestellt.

Tabelle 3: Staatliche Leistungen für Sport und Kultur bei Kindern und Jugendlichen

Sport	Staatliche Leistungen für die Jugend	Kultur
Schulsport (fakultativ), Material, Turniere und Lager	Zugang, Vermittlung, Praxis in der Schule, Einrichtungen	Ausbildung in kultureller Praxis (darstellende Kunst, bildende Kunst, Musik)
Jugend+Sport (J+S)	Zugang, Vermittlung für junges Publikum (ausserhalb der Schule)	Kultur & Schule
Prävention «cool and clean»	(Vor)Berufs- oder Tertiärausbildung, Einrichtungen	Kulturagenten
Studiengang Sport- und Bewegungswissenschaften		> Kultur-GA > KulturLegi
> PH > Universität > HS andere Kantone		KF/eikon
> Weiterbildung > Lehrgang «Club Management»		> KF/HEMU > Kunst-FH (HEMU, Manufacture usw.) > Manufacture > HS andere Kantone
> Campus Schwarzsee > St-Léonard-Stadion		
> Subventionen für Einrichtungen (Schulbauten, Schwimmbäder) > Sportanlagen der Sekundarstufe II, PH und Universität > Inventar der Sportanlagen	Einrichtungen	KF
		NHMF
		> MAHF > Römisches Museum Vallon > Espace Jean Tinguely
		KUB

3.2. Ausblick

Ausgehend von den strategischen Schwerpunkten des Staatsrats und den entsprechenden, oben dargestellten Massnahmen zeigt sich, dass sowohl Sport als auch Kultur beide eine breite Palette von Leistungen anbieten und dass die Ziele in beiden Bereichen gut abgedeckt werden. Namentlich die Angebot für Kinder und Jugendliche können jedoch in den Grenzen des verfügbaren Budgets weiter gefördert werden. Die entsprechenden Überlegungen bewegen sich im folgenden Rahmen:

3.2.1. Sport

- > Ressourcen: Überprüfung der finanziellen staatlichen Sportförderung; die Arbeiten werden während der Legislaturperiode durchgeführt.
- > Sport- und Gesundheitszentrum: Das Sport- und Gesundheitszentrum der Universität Lausanne bündelt die Kompetenzen der Sport-, Gesundheits- und Bildungsdirektionen. Es bietet Sporträume und Sportanlagen (Theorieräume, Versammlungsräume, Räume für physische Tests, Analysezentrum, Sporthallen, Gruppenunterkünfte usw.), Sportmaterial, Dienstleistungen im Zusammenhang mit der Ausübung von Sport (Sportmedizin, Physiotherapie usw.) oder für die Aufwertung des Sports auf kantonaler Ebene (Fahrradmuseum, Ausstellungen usw.).
- > Nachwuchssport: Verstärkte Früherkennung von Talenten und Begleitung in der Vorberufsphase, namentlich mit dem SKA-Programm (Früherkennung und Nachwuchsförderung).
- > Schulische Unterstützung: Aufbau eines Freiburger Netzwerks für schulische Unterstützung (pädagogische Mitarbeitende) in Zusammenarbeit mit den Ämtern für obligatorischen Unterricht und den Gemeinden (Förderung von Gesundheit, Selbstsicherheit und Entwicklung der betroffenen Personen). Weiterbildung der Sportkoordinatorinnen/koordinatoren und Hilfen für Lehrkräfte.
- > Hilfen und Stipendien¹: Die Stipendien für Begünstigte des SKA-Programms erfüllen noch nicht die Unterstützungsrichterien der Schweizer Sporthilfe. Die Schweizer Sporthilfe unterstützt Nachwuchssportlerinnen und Nachwuchssportler, die bereits internationales Niveau erreicht haben. Der Staat leistet jungen Talenten in Ausbildung keine finanzielle Unterstützung.
- > Sport für alle: Konkretisierung von Projekten des Programms «Sport für alle»: Entwicklung nachhaltiger und hochwertiger Angebote zur Bewegungsförderung für alle mit dem Ziel, den Anteil der aktiven Bevölkerung kontinuierlich zu erhöhen. Förderung von Projekten im Bereich Bewegung und sanfte Mobilität und erweiterte Zusammenarbeit mit der Direktion für Gesundheit und Soziales.
- > Seniorensport: Förderung des Seniorensports wegen seiner positiven Wirkung auf Unabhängigkeit, Mobilität, soziale Kontakte, Einsamkeit und generationenübergreifende Beziehungen.
- > Sport und Bewegung in der Schule: Einführen von Wahlfächern auf der allgemeinbildenden Sekundarstufe I und II und Gewährleisten der vorgeschriebenen Sportlektionen an den Berufsfachschulen. Einführen von täglichen Bewegungszeiten in den Schulen und Einstellung von pädagogischen Beraterinnen und Beratern in den Primarschulen. Ausbau des freiwilligen Schulsports, wenn möglich auf allen Ebenen.
- > Kompetenzzentren für Sport: Aufbau und Unterstützung eines Netzwerks von Kompetenzzentren für Sportfragen.
- > Prävention: Die Bevölkerung ermutigen, ihre Gesundheit vermehrt mit Sport zu fördern, um den Anstieg der Krankenkassenprämien zu verringern/zu verlangsamen (Apps, Wettbewerbe usw.).
- > Entwicklung einer berufsvorbereitenden Sportausbildung: Prüfung und Entwicklung einer Ausbildungsstruktur, die sich hauptsächlich an Nachwuchssportler/innen richtet und die den Auftrag hat, Sport auf berufsvorbereitendem Niveau zu unterrichten. Wie werde ich Elitesportler/in? Dienstleistungen sowie Einzel- und Gruppenunterricht, die der aktuellen Nachfrage möglichst genau entsprechen und auf Qualität ausgerichtet sind.
- > Sport-GA (Sport-Generalabonnement): Entwicklung eines Angebots von Staat und Sportvereinen, mit dem die Bekanntheit des bestehenden Angebots bei der Bevölkerung gefördert und der Vereinssport gestärkt wird.
- > Bewegungsräume und Sportanlagen: Entwicklung eines Konzepts zu Sportanlagen von kantonaler Bedeutung gemäss den Empfehlungen des Bundes und Aufnahme der Anlagen in die Raumplanung.

3.2.2. Kultur

Gestützt auf seine Strategie für den Bereich Kultur (vgl. Kap. 1, Pkt. 1.2.2) will der Staatrat die bereits eingeleiteten Massnahmen für Kinder und Jugendliche weiterführen und ergänzen. Die Umsetzung der Massnahmen zeigt zwar Wirkung, allerdings müssen auch die negativen Auswirkungen der Coronakrise auf die kulturelle Praxis von Kindern

¹ Es handelt sich nicht um Stipendien im engeren Sinn, sondern um finanzielle Unterstützung.

und Jugendlichen und ihren Zugang zu Kultur rückgängig gemacht werden¹:

- > Neuanstoss des Programms Kultur & Schule, das den Zugang zu Kulturvermittlungsangeboten im schulischen Bereich fördert (Zugang zu Kultur).
- > Förderung der Bekanntmachung und Nutzung des Kultur-GAs und der KulturLegi (Zugang zu Kultur).
- > Ausbau der Zusammenarbeit und des Netzwerks zwischen dem Konservatorium Freiburg und der obligatorischen Schule/S2 mit der Einrichtung einer Koordinationsstelle KF-Schule (Zugang, Sensibilisierung, kulturelle Praxis).
- > Ausbau des Freiburger Netzwerks von deutsch- und französischsprachigen öffentlichen Bibliotheken und Schulbibliotheken in Zusammenarbeit mit den Gemeinden und Schulen (Vision 2025), damit die Freiburger Bevölkerung unabhängig von Wohnort und Sprache von gleichwertigen Leistungen profitieren kann (Zugang zu Kultur, Kulturvermittlung).
- > Entwicklung eines Freiburger Netzwerks von Kulturvermittlerinnen und Kulturvermittlern in Zusammenarbeit mit den kulturellen Institutionen des Kantons (Museen, Konzertsäle usw.) und Ausbau der Vermittlungsangebote in den kulturellen Institutionen, insbesondere jener für Kinder und Jugendliche (Kulturvermittlung).
- > Aufforderung der Loterie Romande zur Weiterführung ihrer Unterstützung für Projekte im Bereich Mediation und inklusive Kultur (Kulturvermittlung).
- > Verstärkung der Früherkennung von Talenten und ihrer Unterstützung auf vorberuflichem Niveau, insbesondere in den Bereichen Musik, Tanz und Schauspiel, namentlich mit dem SKA-Programm (Früherkennung und Unterstützung junger Talente).
- > Stärkung der interkantonalen Zusammenarbeit beim Zugang zu Kultur und bessere Bekanntmachung von kulturellen Angeboten für junges Publikum, Schulklassen (Kulturangebot).
- > Lancierung und Finanzierung einer Ausbildung für junge Hilfsleitende in den Bereichen Kultur, Kunst und Soziokultur: Gemäss einer Erhebung über die in diesem Bereich bestehenden Kurse, die 2022 vom Freiburger Netzwerk der Kinder- und Jugendorganisationen Frisbee durchgeführt wurde, müsste sich die finanzielle Unterstützung der Ausbildung(en) nach den Bedürfnissen der Jugendlichen richten, die sich in den Freiburger Vereinen engagieren und im Kanton Freiburg aufwachsen.

3.2.3. Gemeinsame Massnahmen

Die Entwicklung von Projekten, die Sport und Kultur gleichermaßen zugutekommen, kann in verschiedenen Bereichen erfolgen:

- > Fördermassnahmen verstärkt ämterübergreifend und in Zusammenarbeit mit Gemeinden und anderen Partnern (Sport, Kultur, Kinder und Jugendliche, Integration, Jugendvereine, soziokulturelle Animation, Ferienpass usw.) gestalten, um das Thema Jugendaktivitäten fächerübergreifend anzugehen und den gleichberechtigten Zugang zu diesen Aktivitäten zu verbessern. So müssten zum Beispiel diese Vereinsaktivitäten mit zusätzlichen Mitteln gefördert, das Budget für Stipendien erhöht und Preise oder Auszeichnungen speziell für junge Menschen, die in Sport und Kultur oder in anderen Vereinsaktivitäten aktiv sind, geschaffen werden (Kap. 2, Pkt. 2.1.2.7 und 2.2.4). Diese Massnahme kann auf das GSD-Programme «I mache mit!» ausgeweitet werden.
- > Analyse der Entwicklungsmöglichkeiten beim SKA-Programm (vgl. Kap. 2, Pkt. 2.1.2.5 und 2.2.2.1), indem namentlich die Schaffung eines Klassentypus SKA an den Schulen der Sekundarstufe I und II geprüft wird.
- > Finanzanalyse mit dem Ziel einer realistischen Haushaltspolitik, die sowohl beim Sport wie auch bei der Kultur ein hohes Subventionsvolumen beibehält.
- > Verstärkte Unterstützung der kantonalen Programme FriTime und FriTime Piccolo, um Sportklubs sowie Kunst-, Kultur- und Soziokulturvereine zu würdigen und sie bei den Kindern, Jugendlichen und Familien einer Region bekannt zu machen.
- > Verstärkte Unterstützung der Öffnung von Sporthallen am Wochenende und der Weiterentwicklung von Projekten wie Midnight, OpenSunday und MiniMove als niederschwellige Aktivitäten, die die Fähigkeiten, die Übernahme von Verantwortung und das Selbstvertrauen von Jugendlichen, die keinem Sportklub oder Kulturverein beitreten möchten, fördern.
- > Weiterführen der Massnahmen des Unterstützungsplans für die Jugend Freiburg (Unterstützung von Jugendprojekten und Jugendfesten), um Jugendliche im Alter von 12–25 Jahren in der Zeit nach Covid-19 zu unterstützen.
- > Ganz allgemein ist es wichtig, den Zugang zu allen vor- und ausserschulischen Kinder- und Jugendaktivitäten zu erleichtern, damit alle Kinder und Jugendlichen von klein auf davon profitieren können und so eine grösere Chancengleichheit erreicht wird.

¹ vgl. Anfrage 2021-CE-302, David Bonny und Guy-Noël Jelk, «Junge Freiburgerinnen und Freiburger von 16 bis 20 Jahren wieder für sportliche und kulturelle Aktivitäten motivieren», eingereicht am 16. August 2021.

4. Fazit

Der Staatsrat würdigt die wichtige Rolle, die Sport und Kultur im sozialen Gefüge und bei der harmonischen und gesunden Entwicklung der Bevölkerung und insbesondere der Jugend spielen. Darüber hinaus tragen Sport und Kultur zu einer sinnvollen und sinnstiftenden Freizeitgestaltung bei. Die beiden Bereiche werden von verschiedenen politischen Ebenen unterstützt, die sich dabei nach den ihnen zugewiesenen Aufgaben und nach den Grundsätzen der Arbeitsteilung und Subsidiarität richten. Die verschiedenen Tätigkeitsbereiche und unterschiedlichen Strukturen machen einen Vergleich der Hilfen und Unterstützung für Kinder und Jugendliche sehr schwierig. Der vorliegende Bericht zeigt, dass bisher jeder Bereich seinen eigenen Ansatz verfolgte, um die Zweckmässigkeit der Massnahmen und Beiträge zu gewährleisten. Derzeit und in Zukunft werden umfangreiche Investitionen getätigt, um die Einrichtungen in den Bereichen Kultur und Sport zu verbessern. Dies lässt die staatlichen Ausgaben in diesen beiden Bereichen signifikant ansteigen, wie dem Finanzplan der laufenden Legislaturperiode zu entnehmen ist.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, den vorliegenden Bericht zur Kenntnis zu nehmen.
